

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2219 - MERCREDI 28 JANVIER 2015



Des fonctionnaires attendant leur salaire devant une banque

Paye des fonctionnaires

Affluence dans les banques

Parmi les mesures temporaires arrêtées pour contenir la tension qui a dernièrement prévalu dans le pays, il y a eu le blocage des services SMS et Internet. L'impact était négativement ressenti du côté des banques d'autant plus que cette mesure est également à l'origine des difficultés rencontrées notamment dans les transactions bancaires locales et internationales pour la simple raison que les institutions bancaires, à travers le monde, dépendent très fortement des technologies de la communication.

Au lendemain des turbulences qui ont paralysé le système bancaire à Kinshasa, les fonctionnaires et agents de l'État se sont rués, le 26 janvier, devant les guichets pour retirer leur argent, une semaine après le début officiel de la paie à Kinshasa et dans les provinces.

Page 12

Diplomatie

La Belgique disposée à soutenir le cycle électoral en RDC

Dans une récente communication faite à partir de Bruxelles, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a indiqué que son pays était disposé à soutenir la suite du processus électoral en RDC mais que cela dépendra de l'adoption par la Céni d'un budget « clair, raisonnable et transparent ». Autre préalable, la production par l'organe électoral d'un calendrier électoral global et inclusif voulu « réaliste et crédible ».

Sur la même lancée, il a plaidé pour que toutes les parties s'abstiennent « de prendre toute mesure qui conduirait à empêcher le déroulement des élections selon les délais » mais aussi conformément aux dispositions prévues par la Constitution. C'est dans ce contexte qu'il faudra situer la visite de travail que compte effectuer d'ici la fin du mois de janvier 2015 à Kinshasa, une délégation du gouvernement belge qu'aura à conduire Didier Reynders. [Page 12](#)

ÉLECTIONS

L'UE déterminée à poursuivre le dialogue avec les autorités congolaises

L'Union européenne (UE) rassure sur la continuité de soutien au rôle de bons offices des Nations unies et de l'Union africaine. « L'engagement de toutes les parties à œuvrer dans l'intérêt du pays et à éviter une grave crise politique en RDC doit être salué », a indiqué dans une récente déclaration la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission

européenne. Pour Mogherini, en effet, la voie est désormais ouverte pour que les élections en RDC se tiennent dans les délais prévus par la Constitution. Elle a, par ailleurs, insisté sur la nécessité pour la Commission électorale nationale indépendante (Céni) de publier un calendrier global de ces opérations électorales. L'UE s'est engagée, par ailleurs, à poursuivre son dialogue approfondi avec les autorités congolaises à ce sujet. [Page 12](#)

CAN 2015

La qualification des Léopards fait baisser la tension sociale



Séance d'entraînement des Léopards

Après avoir contraint la Tunisie à l'égalité (1-1) lors de son dernier match de groupe, la RDC s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2015.

Les Congolais ont profité du nul vierge entre la Zambie et le Cap-Vert (zéro but partout) pour se qualifier. Opposants, membres de la majorité, ou encore de la société civile, sans parler des religieux et d'autres leaders associatifs, tous ont communiqué à l'unisson autour de cette qualification, au-delà de leurs clivages idéologiques et de

leurs colorations politiques.

La RDC, argue-t-on dans les milieux intéressés, avait besoin de cette qualification pour atténuer l'effet pervers de l'agitation sociale qui avait déferlé tant à Kinshasa que dans l'arrière-pays sur fond de pillage et de violence extrême.

Déjà pour cette équipe en reconstruction qui n'avait pas eu le temps nécessaire de préparation, c'est une prouesse que d'atteindre ce niveau de la compétition.

Page 13

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les participants déterminés à contribuer à la consolidation de la démocratie en RDC

Page 13

ÉDITORIAL

SIL 2015

À ceux et celles qui ne cessent de nous demander si le Congo sera présent cette année, comme les années précédentes, au Salon international du livre, nous répondons « Oui, bien sûr ». Avec, plus que jamais, la volonté de porter haut et clair les couleurs du Bassin du Congo tout entier, de permettre aux artistes et aux écrivains qui y vivent ou en sont issus de débattre devant un public passionné, de s'imposer une nouvelle fois comme l'un des lieux les plus vivants de ce carrefour des lettres installé à Paris, Parc des expositions de la Porte de Versailles.

Le moment venu, nous dévoilerons ici même le programme complet des activités qui se dérouleront sur le stand Livres et auteurs du Bassin du Congo. Mais dès à présent et sans lever le voile sur les surprises qui marqueront cette édition d'un sceau indélébile, nous pouvons dire que l'Afrique centrale occupera de nouveau une place à part au sein du SIL 2015, avec les 295 mètres carrés qui seront consacrés et son style très particulier directement inspiré par la nature intacte qui nous entoure.

Plus encore sans doute que les années précédentes, ce stand verra affluer vers lui pendant cinq jours – du 20 au 25 mars – un public avide de découvrir les richesses de la littérature africaine contemporaine. Qu'ils soient jeunes ou moins jeunes, les visiteurs pourront assister librement aux débats les plus variés, côtoyer tout ce que cette partie du monde compte d'écrivains, de poètes, de philosophes, d'essayistes, jouer aussi sans contrainte d'une atmosphère marquée par le rythme et la musique. Un rendez-vous inoubliable pour tous qui ne cesse d'accroître son audience au fil des ans.

Laissons l'équipe de la Librairie-Galerie Congo de Paris faire en sorte que cette nouvelle édition du Salon international du livre remporte un succès plus éclatant encore que les précédentes. Mais soulignons, sans attendre que les faits confirment ce diagnostic, que le Congo montrera une nouvelle fois à quel point l'Afrique en général et l'Afrique centrale en particulier s'imposent aujourd'hui comme l'un des foyers intellectuels les plus vivants de la planète.

Peut-on rêver meilleure réplique que celle-là à ceux qui perçoivent notre continent comme n'étant toujours pas entré dans l'Histoire ?

Les Dépêches de Brazzaville

AGRICULTURE

Plusieurs recommandations de la société civile pour sauver ce secteur

L'évaluation à mi-parcours du secteur de l'agriculture dans le Plan national de développement (PND) révèle de sérieux problèmes, selon le constat fait, le 22 janvier à Brazzaville, par le Conseil de concertation des ONG de développement (Ccod).

Ces difficultés de tous genres techniques, financiers et matériels ne peuvent être atténuées que dès la prise en compte par les pouvoirs publics d'une majorité des recommandations des organisations de la société civile. Le Conseil de concertation des ONG de développement (Ccod) suggère le Centre national de semences améliorées (Cnsa) a négocié des conventions de partenariat avec des instituts de recherche agronomique d'autres pays pour l'acquisition de maté-

sable des agents des secteurs agricoles.

Le Ccod veut que soit limitées les exportations du cacao vers l'étranger et qu'un quota devrait être soumis à la transformation sur place afin de générer plus d'emplois au Congo.

En plus, les signataires d'engagement agricoles doivent faire respecter scrupuleusement les cahiers des charges des études d'impacts sociaux, économiques et environnementaux dans les filières palmier à huile et cacao.

« Non seulement le budget est débloqué avec un retard, mais l'enveloppe prévue est insuffisante pour l'acquisition des équipements des laboratoires de culture de tissus, virologie et mycologie de phytopathologie, l'acquisition des terrains pour l'ouverture de parcs à bois et le renforcement des capacités des agents ».

riel végétal pré-base.

Il recommande également au Centre national de semences améliorées d'assurer la certification du matériel végétal de base produit dans le pays ou importé avant son introduction dans les circuits de diffusion. Le Cnsa devrait aussi promouvoir l'utilisation appropriée des semences ainsi que des boutures améliorées et saines auprès de producteurs agricoles.

Par la suite, un cadre de collaboration avec les paysans semenciers et un système de traçabilité sur la distribution des semences améliorées et boutures saines auprès des bénéficiaires (producteurs ruraux ou multiplicateurs) doivent être mis en place afin d'en assurer un suivi régulier, avec l'appui technique indispen-

Il s'agit, entre autres, de l'acquisition des tracteurs et centres d'exploitations des machines agricoles.

Les trente-six tracteurs acquis dans les Centres d'exploitation des machines agricoles (Cema) des localités comme Bouansa, Igné et Otsendé, peuvent couvrir environ 13.500 ha des producteurs agricoles. Même si l'on ne prend que 94.000 ha, représentant la moitié de 180.000 ha de spéculations dont on voudrait améliorer le matériel végétal, les trente-six tracteurs restent largement insuffisants.

Par rapport aux nouveaux villages agricoles, le Conseil de concertation des ONG de développement (Ccod) veut que soit mis en place, une clinique vétérinaire pour le suivi des bandes de

poussins, afin d'atténuer le taux de mortalité des poulets. Cet organe propose aussi de créer au sein de ces villages une fabrique d'aliment de bétail et une boutique de vente des semences.

Enfin le Conseil de concertation suggère la mise à la disposition, dans ces nouveaux villages, des exploitants ingénieurs agronomes pour assurer la formation technique des cultures vivrières aux maraichères et leur permettre d'exploiter les terres cultivables.

En réalité la difficulté du Centre national de lutte contre les maladies des cultures (Cnlmc) découle de la disponibilité financière. Et, la plupart de ces activités ne sont pas réalisées, principalement pour des raisons budgétaires.

Le Ccod notifie que : « Non seulement le budget est débloqué avec un retard, mais l'enveloppe prévue est insuffisante pour l'acquisition des équipements des laboratoires de culture de tissus, virologie et mycologie de phytopathologie, l'acquisition des terrains pour l'ouverture de parcs à bois et le renforcement des capacités des agents ».

En plus, le Cnlmc n'a jamais acquis le matériel végétal amélioré. Néanmoins, il possède des boutures saines de manioc. Et pourtant, il était prévu dans le Plan national de développement (Pnd) d'acquérir le matériel végétal amélioré et le mettre à la disposition des producteurs agricoles. Les semences actuelles ont été acquises lors de la mise œuvre du programme national de sécurité alimentaire (Pnsa), du projet de développement rural (Proder) et du projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes (Pdarp).

Fortuné Ibara

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain

Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AFFAIRES

Le groupe italien SACE mise sur le Congo

Le groupe d'investissements et d'assurances illustre aux entrepreneurs italiens que le Congo est une opportunité de 80 milliards d'euros possibles sur deux ans !

Groupe financier spécialisé dans le soutien à la compétitivité pour les entreprises italiennes et la protection des investissements extérieurs, le groupe SACE indique que le Congo vaut bien l'exploration aujourd'hui. Le groupe participe à la mission initiée par les ministères italiens des Affaires étrangères et du développement économique pour des investissements en Afrique. SACE se dit disponible pour accompagner les entreprises italiennes qui le souhaiteraient pour un partenariat économique bénéfique en Afrique centrale.

Il estime que la tournée africaine du premier ministre Matteo Renzi, en juillet dernier au Mozambique, au Congo et en Angola, a ouvert la voie à des perspectives souriantes pour peu qu'on prenne le temps de scruter les opportunités. SACE soutient que même si le contexte est encore peu opérationnel aujourd'hui au Congo, le risque vaut la peine d'être couru. Ainsi que l'avait relevé M. Matteo Renzi en juillet, le marché africain est encore très peu occupé par l'entrepreneuriat italien et son know-how.

Les entreprises italiennes se caractérisent par une gamme diversifiée de prestations surtout dans la petite et moyenne entreprise. Le Congo, par exemple, pourrait générer une coopération pesant pas moins de 80 millions d'euros (plus de 50 milliards de francs CFA) pour les deux prochaines années si les sociétés italiennes voulaient bien y investir. Le Made in Italy et les technologies, peu présentes en Afrique sub-saharienne trouveront ici un bassin de demandes non-encore satisfaites.

Le plan d'investissement public du gouvernement pour un maillage d'infrastructures de bases en Afrique, transports et énergie par exemple, constitue pour les entreprises autant d'occasions à saisir. Sans parler du secteur bien reconnu du BTP où les entreprises italiennes ont une réputation indiscutée. Par exemple, ajoute le SACE, les Jeux africains qui se tiendront à Brazzaville bientôt, ne sont qu'une illustration parmi d'autres de la palette d'opportunités que le Congo pourrait offrir en matière de construction d'infrastructures.

Lucien Mpama

ASSISTANCE

Hyacinthe Ingani soutient 350 commerçantes de sa circonscription

Le président de la République a déclaré dans son message à la nation, l'année 2015 comme celle de la promotion des Petites et moyennes entreprises (PME). Pour réitérer ce message auprès de ses mandants, notamment les femmes exerçant le petit commerce et les encourager à aimer leur travail, le député de la première circonscription électorale de Talangai, dans le 6ème arrondissement, Hyacinthe Ingani a remis, le week-end dernier, une somme de trois millions cinq cent francs CFA à trois cent cinquante femmes du quartier 61, soit dix mille francs CFA à chacune d'entre elle.

Ce don était destiné aux vendeuses de manioc, de poissons, de charbon et celles qui font les grillades.

Expliquant tout l'intérêt de ce message du chef de l'État et que, pour lui, ces mandants devraient s'en approprier, car c'est une opportunité pour ceux qui font le petit commerce de faire prévaloir leurs atouts pour contribuer au développement du pays, Hyacinthe Ingani a déclaré, « notre rôle de député est celui de voter les lois et de contrôler le gouvernement. Mais, nous sommes aussi mandataire de nos populations, car nous faisons un travail de relai et de transmission de tout ce qui se dit plus au haut. C'est pour quoi, suite au message du chef de l'État qui a déclaré 2015 comme année des PME, en ma qualité de mandataire, il m'appartenait de rassembler ces femmes qui évoluent dans différentes filières pour les écouter et comprendre les problèmes auxquels elles sont confrontées ».

Etayant de leur part le tableau des problèmes et difficultés qu'elles rencontrent dans l'exercice de leur métier de commerçantes, les femmes ont évoqué plusieurs facteurs qui fragilisent leur vie quotidienne et leur métier à savoir : l'inflation des prix des produits alimentaires, les taxes à payer, les problèmes liés aux intempéries qui occasionnent souvent la perte de leurs matériels et la situation de précarité, notamment celle de faire face à un problème de maladie ou de décès dans leurs familles.

Répondant à leurs inquiétudes, le député de la première circonscription électorale de Talangai a reconnu que tous ces problèmes exigent que certaines dispositions soient prises au niveau du gouvernement car, ces femmes mères, à travers leurs activités nourrissent et entretiennent les familles. Ce qui contribue aussi à l'éducation des enfants. « Vos doléances seront transmises au gouvernement afin qu'elles fassent l'objet d'une réflexion capable d'amener le gouvernement à améliorer vos conditions de travail. Il est absolument nécessaire que nous puissions accorder une attention particulière à ces vendeuses. C'est donc dans ce cadre que s'inscrit le geste que je viens de faire aujourd'hui », a conclu, Hyacinthe Ingani.

Rock Ngassakys

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ

Une nouvelle convention collective pour les agents

Le contrat qui a été approuvé le 26 janvier à Brazzaville, au cours de la session budgétaire ordinaire du conseil d'administration de cette société, permet l'augmentation de la grille salariale des travailleurs.

En effet, la nouvelle convention collective des agents de la Société nationale d'électricité (SNE) est entrée en vigueur depuis le 24 janvier dernier. Elle vient remplacer l'ancienne convention qui date de 1991, soit 24 ans. « Le conseil d'administration nous avait demandé de regarder cette situation pour améliorer les salaires des travailleurs. C'est ce que nous venons de faire. Vous savez que l'Etat a augmenté la grille salariale de ses agents », a rappelé le directeur général, président du directoire de la SNE, Louis Kanoha Elenga, félicitant les partenaires sociaux pour la sérénité qui a caractérisé les négociations.

À noter que le conseil d'administration a pris acte de la note sur la nouvelle convention collective, assortie de deux recommandations qui seront examinées à la session bilancielle de février 2015. Il s'agit notamment de la recommandation relative à la mise à disposition des administrateurs de la nouvelle convention collective et ses annexes afin d'apprécier à sa juste valeur l'incidence financière de celle-ci sur l'entreprise, ainsi que celle portant présentation du document sur les primes et indemnités allouées au personnel de la SNE.

Le budget annuel revu à la hausse

Les administrateurs ont aussi adopté le budget de la SNE exercice 2015. Il est arrêté en produits et en charge à la somme de 76,86 milliards FCFA, contre 71 milliards FCFA l'année dernière. Ils ont aussi approuvé le programme d'activités de la SNE de l'année en cours. D'où la satisfaction du directeur général : « Le conseil d'administration nous a donné des moyens nécessaires, notamment le programme d'activités assorti d'un budget pour nous permettre de mener à bien nos activités pendant l'année 2015. Les priorités sont l'amélioration de la qualité de notre service de desserte, du traitement du client et de la sécurisation de nos installations », a expliqué Louis Kanoha Elenga.

Les participants ont également adopté d'autres documents parmi lesquels : le règlement intérieur du conseil d'administration, la charte d'éthique et le rapport d'activités exercice 2014. Celui-ci a été adopté avec amendement assorti de quatre recommandations qui seront examinées à la session bilancielle de février 2015. Il s'agit des recommandations relatives à l'inventaire des différents contentieux auxquels fait face la SNE ;

à la présentation de la structure de l'endettement avec toutes ses composantes ; celle portant sur la production d'un rapport sur les projets en cours dans l'entreprise : prépaiement, saturne mobile et CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) ainsi que celle relative à la présentation d'une note précise sur la situation des travailleurs inactifs.

Patronnant les travaux, le président du Conseil d'administration de la SNE, Eugène Ondzambé Ngoyi, a rappelé que le budget 2015 a été élaboré en tenant compte des aléas, car les investissements de la société sont en majorité pris en charge par le budget de l'Etat. « Nous avons fait véritablement œuvre utile. La SNE dispose désormais de son programme d'activités pour 2015 et de l'instrument qui lui permettra de financer l'ensemble de ses actions. Au regard du contexte économique mondial caractérisé par la baisse du prix du baril du pétrole qui impacte les budgets nationaux, les ambitions devront être recentrées pour en tenir compte », a-t-il précisé.

Rappelons que la session du conseil d'administration a été précédée par l'inauguration officielle de l'agence commerciale du centre-ville après sa réhabilitation et sa modernisation.

Parfait Wilfried Douniama

DROITS DE L'HOMME

40 acteurs sensibilisés sur la torture

Cœurer ensemble pour stopper la torture est l'un des objectifs visé par l'Association pour les droits de l'Homme et l'univers carcéral (Adhuc). C'est dans ce but que se tient, les 27 et 28 janvier à Brazzaville, un atelier sur la prévention de la torture et d'autres formes de violence en République du Congo.

Financé par la Fondation nationale pour la démocratie et l'Amnesty international, ce projet permettra d'aider les séminaristes à mieux comprendre la prévention de la torture et d'autres formes de violences, afin de l'appliquer dans leur travail quotidien, avec plus d'efficacité et de professionnalisme. L'atelier regroupe, les responsables de l'application des lois, les agents du ministère de la Justice, les gendarmes et policiers, ainsi que les ONG des droits de l'Homme.

Deux jours durant, les interventions se focaliseront sur le fondement, définition et classification des droits de l'Homme ; la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984) ; les conséquences psychologiques et physiques de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; enfin sur la déontologie professionnelle, le droit et la réparation des victimes de la torture : le rôle de la justice nationale. Des travaux en atelier sont prévus au cours de la deuxième journée.

L'Adhuc est déterminée à lutter pour que le Congo interdise la pra-

nationales, mais aussi par la formation des acteurs de terrain sur les dangers que représente cette pratique avilissante et la mise en place des mécanismes de réparation de préjudices su-



La photo de famille des participants Adhuc.jpg

tique de torture sur son territoire. Pour son président, Loamba Moke, il n'y a pas de vraie démocratie et de développement sans respect des droits de l'Homme. « En République du Congo, la torture et les mauvais traitements surviennent le plus souvent au stade de l'arrestation, du transport, de la garde à vue, de la détention provisoire/préventive et des interrogatoires de police et de gendarmerie des personnes interpellées », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Plusieurs mesures devraient être prises afin de mettre en application la convention contre la torture dont outre l'interdiction de l'usage de la torture par les différentes lois

bis par les victimes ». Le président de cette association de défense des droits de l'Homme a profité de l'occasion pour informer que le Congo présentera son rapport sur la torture en mai prochain, à Genève en Suisse, devant le Comité de lutte contre la torture, organe de traités des Nations unies.

L'Adhuc, traîne derrière elle une expérience de travail sur le terrain de 19 ans. Pour garantir la promotion d'une politique de promotion et de protection des droits de l'Homme au Congo, cette association travaille en partenariat avec les ONG, les organismes internationaux et l'Etat congolais.

Josiane Mambou Loukoula

INVITATION

Ce vendredi 30 janvier 2015
à 17h00, Jean-Jacques Ikama
présente son livre

**« Comment partager
la vente pétrolière »**

aux vendredis des arts et des lettres.

Lieu : salle de conférence de
la préfecture de Brazzaville.

Cordiale bienvenue.

AVIS D'EMBAUCHE

L'ambassade de la République Fédérale du Nigeria,
Brazzaville, embauche aux postes suivants :

- 1.- secrétaire sociale
- 2.- traducteur
- 3.- cuisinier expérimenté

Les intéressés détenteurs au moins d'un diplôme en
secrétariat, maîtrisant la langue et la connaissance
anglaise, de la technologie, de la communication et de
l'information en ce qui concerne un secrétaire.

On exige un diplôme supérieur, la connaissance de
l'anglais écrit et la communication verbale en ce qui
concerne le traducteur.

Un diplôme en restauration avec au moins 3 ans d'expérience
dans un hôtel ou une institution de renommée.

Tous les intéressés devront faire parvenir leurs demandes au :
chef de la chancellerie ambassade du Nigeria
1, avenue Auxence ickonga Brazzaville- Congo

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Vendredi 30/01/2015:

- 10h00' : levée du corps de la morgue de l'hôpital général de Kinshasa (ex Maman Yemo).
- 11h00' : - exposition de la dépouille au domicile familial, sis 176, rue Kindu camp Utexco commune de Kintambo.
- recueillement et témoignages
- veillée mortuaire (chants et danses traditionnels).

Samedi 31/01/2015:

- 10h00' : messe de requiem et absoute.
- 12h00' : départ pour le cimetière Nouvelle cité et cérémonie funéraire.
- 16h00' : fin de la cérémonie.

REMERCIEMENTS

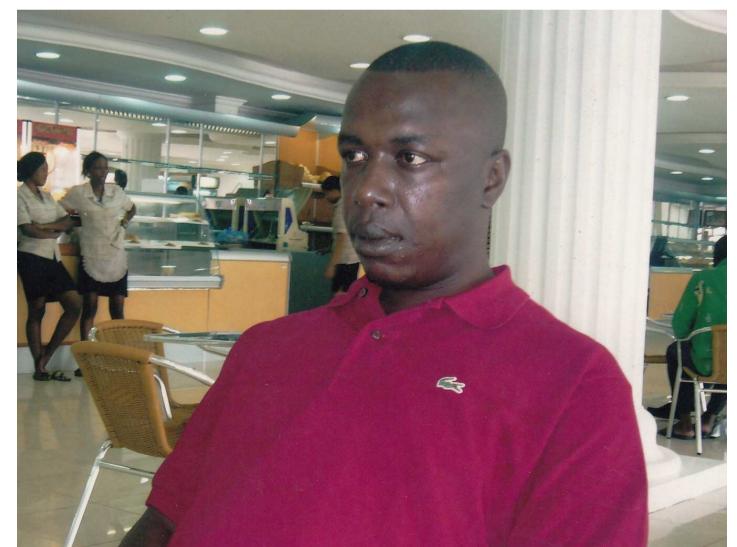
Paul Kambo et famille remercient Son Excellence l'ambassadeur de la République centrafricaine au Congo, les amis des Dépêches de Brazzaville, l'imprimerie Saint-Paul, la mutuelle B-A-R, les parents du Cabinda, de Pointe-Noire et de Bangui, les amis et connaissances qui ont compatis et soutenus lors du décès de leur fille, soeur et mère Célie Henriette Yassa Kambo, survenu le 29 décembre 2014 à Brazzaville.



Qu'ils trouvent ici l'expression de leur gratitude.
Que son âme repose en paix.

29 janvier 2014 - 29 janvier 2015

La famille Ollasala (Betty boutique) remercie très sincèrement tous les parents, amis et connaissances qui les ont



soutenus, compatis à leur douleur et leur ont apporté de l'aide sous toutes les formes lors du décès de leur enfant Achile Eric Koubélo, décédé le 29 janvier 2014.
Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« En matière de culture et de connaissance, Internet est formidable pour les informations pratiques. Mais il ne faut pas s'imaginer qu'Internet va remplacer les prof... »

Dominique Wolton, spécialiste de la communication au CNRS, Le Point, 15 novembre 2012

« Dans la construction d'un monde meilleur, seuls les hommes et les femmes qui ont une véritable conscience politique et sociale peuvent véritablement prétendre diriger l'humanité » « avait dit Fidel Castro.

Fidèle Castro, cité par Maître Bénéwendé Stanislas Sankara, Le Faso.net, 21 décembre 2014

« Peu de gens sont disponibles pour écouter les émotions des autres puisqu'ils sont trop occupés à faire reconnaître leurs. Et pourtant chacun a besoin de cette écoute, de cette reconnaissance, particulièrement en temps de crise. »

Rafael Tyszblat, médiateur et facilitateur de dialogue interculturel, La Vie, 26 janvier 2014

« Tout soulèvement, toute émeute ou insurrection n'est pas politique comme l'est la révolution au sens strict. »

Kwesi Debrsèoyir Christophe DABIRE (Burkinabè), docteur en philosophie de l'Université STRASBOURG, Le Faso.net, 25 janvier 2015

« Annihiler durablement la menace terroriste passe par une stratégie nationale multidimensionnelle- politique, sécuritaire, juridique, économique, sociale et culturelle. »

Mokhtar Ben Nasr, ex porte-parole de la Défense nationale (Tunisie), Jeune Afrique n°2760 du 1er au 7 décembre 2013

À LOUER

Nous faisons louer un Dépôt de 27m de Longueur sur 9,50m de Large au centre ville, précisément sur l'avenue des manguiers à côté de la chambre froide de Jhony (Beach).

Contacts : 06 655 80 00 / 06 912 82 82

EDUCATION

L'Unesco et l'Unicef tirent la sonnette d'alarme sur la situation des adolescents

Les deux agences onusiennes ont estimé, dans un rapport commun publié lors du dernier Forum mondial sur l'éducation, qu'environ 63 millions d'adolescents âgés de 12 à 15 ans sont privés de leur droit à l'éducation. Ils risquent deux fois plus d'être non scolarisés que les enfants en âge de fréquenter l'école primaire.

Le rapport, financé par le Partenariat mondial pour l'Éducation, montre que dans le monde, un adolescent sur cinq n'est pas scolarisé contre un enfant sur onze en âge de fréquenter l'école primaire. Il montre aussi qu'à mesure que les enfants grandissent, le risque augmente qu'ils ne commenceront jamais l'école ou qu'ils abandonneront les études.

« Au total, 121 millions d'enfants et d'adolescents n'ont jamais commencé l'école ou l'ont abandonnée, en dépit des promesses faites par la communauté internationale de parvenir à l'objectif de l'Éducation pour tous d'ici à fin 2015. Les données montrent qu'on n'a fait quasiment aucun progrès dans la réduction de ce chiffre depuis 2007. Les enfants vivant dans des situations de conflit, les enfants qui travaillent et ceux qui sont confrontés à une discrimination en raison de leur appartenance ethnique, de leur sexe ou d'un handicap sont les plus touchés », indique le communiqué de presse conjoint.

L'Unicef et l'Unesco craignent également que les progrès antérieurs obtenus dans l'élargissement de l'accès à l'éducation soient remis en cause si l'on ne change pas profondément les politiques et les ressources. Selon la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, les stratégies habituelles s'appuyant sur un plus grand nombre d'enseignants, de salles de classes et de manuels scolaires ne sont pas suffisantes pour aider les

enfants les plus défavorisés. « Nous avons besoin d'opérations plus ciblées pour aider les familles déplacées par les conflits, les filles forcées de rester chez elles, les enfants handicapés et les millions d'autres obligés de travailler. Mais ces politiques ont un prix », a-t-elle souligné, précisant que ce rapport servait de rappel à l'ordre afin de mobiliser les ressources nécessaires pour garantir à chaque enfant, une fois pour toutes, une éducation de base.

Le rapport commun de l'Institut de statistique de l'Unesco et de l'Unicef : « réaliser la promesse non tenue de l'éducation pour tous : résultats de l'initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés » est rendu public au moment où la pression s'accroît pour faire figurer l'éducation secondaire pour tous dans le programme de développement mondial de l'après-2015. En effet, ce rapport montre la voie à suivre pour surmonter les obstacles qui empêchent les enfants d'aller à l'école. Si la tendance actuelle se poursuit, prévient le rapport, 25 millions d'enfants dont 15 millions de filles et 10 millions de garçons ne mettront probablement jamais pied dans une salle de classe.

Quelques pays épinglés

De son côté, le directeur général de l'Unicef, Anthony Lake, pense que pour réaliser la promesse de l'éducation pour chaque enfant, la communauté mondiale devrait s'engager à investir dans trois domaines. Il s'agit d'amener plus d'en-

fants dans les écoles primaires ; les aider, particulièrement les filles à rester à l'école au cours du cycle secondaire ainsi que d'améliorer la qualité de l'enseignement qu'ils reçoivent durant leur scolarité. « Il ne devrait pas y avoir de débat sur ces priorités : nous devons réaliser les trois parce que la réussite de chaque enfant et l'impact de notre investissement dans l'éducation dépend des trois à la fois », a-t-il martelé.

Affichant respectivement 66 % et 59 % d'enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire, l'Érythrée et le Libéria ont les taux les plus élevés de non-scolarisation en Afrique. Dans de nombreux pays, les taux d'exclusion sont même encore plus élevés pour les enfants plus âgés, les filles en particulier. Au Pakistan, environ 58 % des adolescentes âgées de 12 à 15 ans ne sont pas scolarisées par rapport à 49 % des garçons.

Le rapport a cité la pauvreté comme étant le plus grand obstacle à l'éducation. « Au Nigéria, les deux tiers des enfants des foyers les plus pauvres ne sont pas scolarisés et près de 90 % d'entre eux ne le seront sans doute jamais. Par contre, seulement 5 % des enfants les plus riches ne sont pas scolarisés et la plupart d'entre eux devraient l'être dans l'avenir », poursuit le rapport.

Pour l'Unesco et l'Unicef, les nouvelles politiques doivent porter spécifiquement sur les enfants les plus marginalisés et doivent être menées dans le cadre d'efforts plus importants pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de cette dernière. D'où la nécessité de donner des informations solides aux gouvernements concernant ces enfants.

Parfait Wilfried Douniama



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Elaborer, financer et piloter un plan de formation	5 jours	2 au 6 février 2015	500 000 FCFA
Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance	5 jours	9 au 13 février 2015	500 000 FCFA
Les techniques de recouvrement	3 jours	18 au 20 février 2015	350 000 FCFA
Gestion efficace des archives et classements	4 jours	24 au 27 février 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

IN MEMORIAM

30 janvier 2013 – 30 janvier 2015

Voici deux (2) ans, jour pour jour, qu'il a plu à l'éternel de rappeler à lui, notre regretté cher époux, père, grand-père et oncle, Alexandre Ndenguet-Attiki.

À l'occasion de ce triste anniversaire, la famille Nden-
guet-Attiki pris tous ceux qui l'ont connu et aimé
d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Une messe sera dite en sa mémoire et pour le repos
de son âme, le vendredi 30 janvier 2015, à 16h, en la
Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.

Le Seigneur a donné ; le Seigneur a repris, que son
nom soit loué !



MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION
DU SECTEUR PRIVÉ
CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

Le Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur Privé porte à la connaissance du public, que l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle(OAPI) basée à Yaoundé au Cameroun, lance un avis de vacance de poste pour le recrutement d'un cadre comptable et financier.

La date de clôture des dépôts de candidatures est fixée au 13 Février 2015.

A cet effet, toute personne désireuse de postuler est priée de contacter la Direction de l'Antenne Nationale de la Propriété Industrielle, sise derrière le commissariat central, bâtiment ex Ministère de l'Economie, des finances et du Budget, pour de plus amples renseignements :

Fait à Brazzaville le,

Dominique BEMBA

Contact : 055388782

ACTION HUMANITAIRE

Le gouvernement au chevet des sinistrés de Makoua

La directrice générale de l'Action humanitaire, Alice Tsoumou Gavouka Mpili, a offert, le 23 janvier un don aux trente-neuf familles sinistrées, soit deux cent trente-quatre personnes victimes d'un orage qui s'était abattu dans la localité en octobre dernier.

Composé essentiellement des tôles, des pointes, des matelas et des sceaux, ce don permettra aux populations de Makoua de faire face aux immenses dégâts collatéraux de cette calamité naturelle. En effet, aucune perte en vies humaines n'avait été déplorée lors de cet orage. Cependant, on y trouvait des maisons totalement ou partiellement détruites, des toitures emportées ou endommagées, des maisons en terre battue lézardées. La cérémonie de remise de ces matériaux de construction s'est déroulée en présence du sous-préfet de Makoua, Jean Pascal Kou-

mba, de l'administrateur maire de la communauté urbaine, Jacques Marie Yombi-Okossa et des populations.

Le geste du gouvernement remis par le biais du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité a été diversement apprécié par les bénéficiaires qui n'ont pas voulu cacher leur satisfaction. « Je remercie le gouvernement pour ce geste louable qui me va droit au cœur. On avait plus d'espoir, l'orage avait tout rasé, mais aujourd'hui, le gouvernement nous vient en aide, c'est impor-

tant », s'est réjoui l'un d'entre eux. « C'est avec un cœur rempli de joie que je remercie le gouvernement sur ce qu'il vient de faire ici chez nous. On ne s'attendait plus à cette assistance, on est grandement satisfait aujourd'hui. Au ministère des Affaires sociales de continuer dans cette même lancée », a renchéri un autre bénéficiaire.

Remettant un échantillon du don aux autorités locales, la chef de la délégation a rappelé aux populations que l'action humanitaire consiste à apporter aide, assistance et secours à toutes les personnes touchées par une catastrophe quel que soit son origine. Il s'agit, a poursuivi la directrice générale, d'accompagner les populations, de les aider à réparer,

d'appuyer leurs efforts en rapport avec les secteurs les plus touchés par la catastrophe. Située à cheval sur l'équateur, à près de 580 km au nord de Brazzaville, Makoua subit l'influence du climat équatorial, caractérisé par d'énormes perturbations atmosphériques et d'abondantes précipitations qui provoquent bien souvent des catastrophes.

C'est ainsi que, la directrice générale de l'action humanitaire a, en sa qualité de gestionnaire d'un domaine aussi sensible que l'humanitaire, prodigué quelques conseils aux populations dans le cadre de la prévention et de la réduction de l'impact des conséquences des catastrophes naturelles. « Il suffit de changer certaines de nos habitudes, d'adapter nos modèles de

constructions aux changements climatiques, d'éviter la destruction de la couverture végétale sur nos flans de collines, de procéder au planting des arbres dans la localité, ceci peut servir de brise vent et protéger ainsi nos populations », a conseillé Alice Tsoumou Gavouka Mpili.

Rappelons qu'en 2008, les populations de Makoua avaient déjà bénéficié de l'assistance de l'Action humanitaire, suite à une catastrophe naturelle aux conséquences plus lourdes que celle d'octobre dernier. Il faut dire que les catastrophes naturelles et autres crises humanitaires constituent actuellement une grande menace pour l'humanité. Et le Congo n'y est pas épargné.

Parfait Wilfried Douniama

bGIN

Je soussignée :

Mme Sophie JORDAN
Agissant en qualité de Secrétaire Générale de la Société beIN MEDIA GROUP LLC dont le siège social est situé à Doha, Qatar, P.O.Box 23231,

ATTESTE:

-Que la Société beIN MEDIA GROUP LLC est une filiale du Groupe ALJAZEERA, propriétaire des Chaînes beIN SPORTS au Moyen Orient et en Afrique du Nord et de leurs déclinaisons, dont elle est l'Editeur;

-Que beIN MEDIA GROUP LLC ne détient aucun droit de diffusion de la COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS ORANGE GUINEE EQUATORIALE 2015, quels que soient le mode et la langue de diffusion, au Congo.

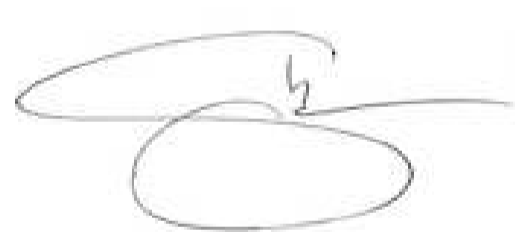

-Qu'en conséquence, aucun opérateur ne peut diffuser la COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS ORANGE GUINEE EQUATORIALE 2015 via les Chaînes beIN SPORTS, quels que soient le mode et la langue de diffusion au Congo.

ATTESTATION

-Que toute diffusion des matchs de la compétition susvisée sur les chaînes beIN SPORTS au Congo par un opérateur non autorisé constituera un acte de piratage au titre duquel beIN MEDIA GROUP se réserve le droit de poursuivre ledit opérateur sur le plan judiciaire.

DECLARE autoriser la production par CANAL+ AFRIQUE, ou par l'une des Sociétés de son Groupe, de la présente attestation auprès de tout tribunal dans le cadre de toute action judiciaire engagée consécutivement à la diffusion illicite des matchs de la compétition susvisée au Congo.

Fait à Boulogne-Billancourt (France), Le 21 janvier 2015

LETTRE DE FÉLICITATION

À l'occasion de la brillante victoire de qualification au deuxième tour de la CAN 2015, Le Football Club CODDIPA et son Président Général Monsieur Arsène SITA, présentent toutes ses félicitations à nos vaillants Diables Rouges pour l'honneur qu'ils viennent de faire à notre très cher beau pays le Congo et leurs demandent de faire plus pour la suite de la compétition afin que notre pays et notre football retrouve ses lettres de noblesse d'antan. Vive les Diables Rouges et bonne chance pour la suite de la compétition.

Pour le Bureau Exécutif
Le Secrétariat Général.

Elie Zacharie Maboundou

IN MEMORIAM

28 janvier 2010 - 28 janvier 2015

Cela fait cinq ans que le Seigneur rappelait à lui notre épouse, mère et grand-mère Philomène Odzocki, décédée à Paris en France.

En ce jour de triste souvenir, Serge Michel Odzocki, ses enfants et

petits-enfants invitent celles et ceux qui l'ont connue à avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

À cette occasion, des messes pour le repos de son âme seront dites du mercredi 28 au 31 janvier 2015 dans les églises Sainte-Anne de Poto-Poto, Sainte-Marie de Ouenzé et Fatima de Mpila.



29 janvier 2009 - 29 janvier 2015

Voici trois (3) ans pour jour qu'il a plu à Dieu de rappeler à lui son fils Jean

Dieudonné Malapet (Nino Malapet).

En ce jour mémorable, nous veu-

veons Nino Malapet et enfants de l'illustre

disparu associons notre profonde

douleur à celle des parents, amis et connaissances de l'illustre disparu sans oublier son frère et compagnon de lutte Jean Serge Essous (3S)

Une messe sera dite en la Basilique Sainte Anne du Congo ce jeudi 29 janvier 2015 à 6h. Papa Malapet, nous ne t'oublierons jamais. Que ton âme repose en paix.





COMMUNIQUE DE PRESSE

Protocole d'accord pour un partenariat technique entre le Projet d'Appui à la diversification de l'Economie (PADE) et la compagnie Total E & P Congo

Parties prenantes directement impliquées dans la vie sociale et économique du Congo, le Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), financé conjointement par le Gouvernement congolais et la Banque mondiale et la compagnie Total E & P Congo ont, grâce à la détermination des équipes de Total et du Fonds d'Appui A Coûts Partagés (FACP), unité opérationnelle du PADE, matérialisé, ce 22 janvier 2015 à Brazzaville, leur entente par la signature d'un protocole de partenariat technique visant la promotion effective du local content.

Cette collaboration permettra à ces différents acteurs de contribuer à la dynamisation du tissu des PMI-PME congolaises au travers du renforcement des capacités dans l'univers de la sous-traitance. En d'autres termes, il s'agit de créer les conditions pour l'émergence et la solidification des petites et moyennes entreprises congolaises.

Pour mémoire, le PADE au travers du FACP subventionne les activités de formation et de renforcement des capacités des PME et PMI dans les secteurs hors pétrole à savoir : l'agro-industrie ; le bois ; le transport et la logistique ; les mines ; le tourisme et l'artisanat, le BTP.

La compagnie Total E&P Congo en tant qu'acteur majeur de l'économie congolaise agit pour le développement du tissu industriel local, d'où l'implication manifeste de ses départements du local content et du développement durable dans le processus des négociations. Cette politique vise l'optimisation de sa participation au développement du Congo à travers le Contenu Local et l'appui et les projets de développement durable.

De fait, certaines entreprises intervenant dans le cadre des opérations menées par Total E&P Congo ont des activités dans les secteurs éligibles au PADE.

Ce partenariat renforcera certainement la volonté desdits acteurs à œuvrer efficacement à l'émergence de l'économie congolaise.

Actualité en bref

Lutte contre Ebola : la Russie alloue 8 millions de dollars pour combattre l'épidémie en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone

Ce financement sera consacré à la mise en œuvre de diverses activités dans le cadre du suivi épidémique, des soins des malades, de l'identification de personnes contaminées, de la sécurité alimentaire, de l'accès aux services de soins et la réhabilitation de l'infrastructure. Sur ces fonds, 2 millions de dollars seront versés à l'Organisation mondiale de la Santé et 1 million de dollars à un fonds spécial de l'ONU chargé de lutter contre le virus Ebola. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance recevra 2 millions de dollars, et 3 millions de dollars seront versés au Fonds de la Banque mondiale pour la réhabilitation des pays touchés par le virus Ebola.

La Russie devient partenaire du PNUD

L'accord signé le 23 janvier à Davos par le premier vice-premier ministre russe Igor Chouvalov et l'administrateur du PNUD Helen Clark permettra aux deux parties d'échanger leur expérience dans le domaine d'octroi d'aide aux pays partenaires, notamment dans l'espace de la Communauté des Etats Indépendants (CEI).

En outre, la signature de l'accord donnera une impulsion au développement de la coopération entre la Russie et les pays d'Asie centrale.

Maintien de la paix : Les experts de la CEEAC en conclave au Burundi

Les experts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réunis dans la capitale burundaise, du 21 au 28 janvier prochain, planchent sur l'avant-projet de feuille de route 2015-2020 en matière d'appui budgétaire et administratif aux missions de paix dans la sous-région. S'agissant des séances, la première est initiée dans le cadre de la mise en œuvre du 2ème projet d'appui en matière de paix et de sécurité (PAPS II) financé par l'Union européenne. La deuxième session ouverte aux experts des États membres visera l'analyse et la validation de la feuille de route.

Le présent avant-projet de feuille de route 2015-2020 doit mettre en place, dans un délai de cinq ans, une stratégie globale d'appui aux missions de paix en Afrique centrale, qui réponde mieux aux besoins des États membres de la CEEAC.

Economie mondiale : la France perd sa place de 5ème puissance économique mondiale

Selon des derniers chiffres publiés par la Commission européenne (CE), la France n'est plus la cinquième puissance économique mondiale. Elle perd son rang au profit du Royaume-Uni qui a enregistré un PIB de 98 milliards d'euros de plus que la France. Mais selon le Fonds monétaire international, la France devancerait toujours le Royaume-Uni pour 2014. D'après les estimations de la Commission européenne, le PIB britannique s'élève à 2 232 milliards d'euros, contre 2 134 milliards d'euros pour le PIB français.

Zambie : le nouveau président prend ses fonctions

Le nouveau président zambien, Edgar Lungu, a prêté serment le 25 janvier. Ancien ministre de la Défense, Edgar Lungu a remporté l'élection présidentielle pour diriger la Zambie jusqu'en septembre 2016, date de la fin du mandat de 5 ans que n'a pas achevé le chef de l'Etat, Michael Sata, décédé en octobre 2014. Candidat du Front patriotique (PF), à l'élection présidentielle du 20 janvier 2015. Edgar Lungu est arrivé premier avec 48,33% des voix, face à son rival Hakainde Hichilema, du Parti de l'unité pour le développement national (UNPD), 46,67% des voix.

Yvette Reine Nzaba et Noël Ndong

BON ANNIVERSAIRE

28 janvier 1965

-28 janvier 2015

Martial Del Mombongo
à 50 ans

06h 15 : messe d'actions de grâces en la basilique Sainte-Anne du Congo prions.

Contacts :

05 556 56 90

06 663 64 26



LUTTE CONTRE EBOLA

Réouverture totale des frontières entre le Sénégal et la Guinée

En raison des efforts importants fournis par la Guinée pour lutter contre l'épidémie d'Ebola, le Sénégal a décidé de rouvrir ses frontières fermées depuis plus de cinq mois.

Dans un communiqué publié le 26 janvier, le ministère sénégalais de l'Intérieur a indiqué que, « les personnes et les biens peuvent librement circuler par voie terrestre entre les deux pays ».

« Toutefois, un dispositif sera mis en place au niveau des points de passage de la frontière pour combattre les risques de propagation de la maladie », précise le communiqué.

A Conakry, la capitale de la Guinée, la population a accueilli la nouvelle avec satisfaction car cette fermeture, explique-t-elle, commençait à peser sur leurs économies et notamment sur des commerçants qui n'ont pas les moyens d'aller à Dubaï

ou à Jakarta et se contentaient de s'approvisionner en marchandises à Dakar.

Rappelons que le Sénégal avait tout d'abord fermé ses frontières terrestres avec la Guinée, puis avait décidé de les rouvrir en raison de l'évolution positive de l'épidémie. Mais deux mois après, il avait fermé à nouveau toutes ses frontières avec la Guinée à cause d'un étudiant guinéen porteur du virus qui était entré au Sénégal en fin août 2014, juste avant la fermeture des frontières. Après sa guérison l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la fin de l'épidémie au Sénégal. En fin septembre 2014, les autorités sénégalaises an-

noncèrent l'ouverture d'un corridor humanitaire aérien pour permettre l'acheminement de l'aide dans les pays africains les plus touchés.

Au mois de novembre dernier, le Sénégal avait déjà rouvert ses espaces aérien et maritime aux avions et bateaux en provenance de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, les trois pays les plus touchés par l'épidémie

Aujourd'hui, grâce à l'aide internationale, les trois pays ouest-africains qui ont été durement frappés par la fièvre hémorragique à virus Ebola, ont désormais des capacités suffisantes pour isoler et traiter les patients, relève l'OMS qui dans son bilan officiel fait état de plus de 8.600 morts, essentiellement dans les trois pays les plus touchés (Guinée, Liberia, Sierra Leone).

Yvette Reine Nzaba

26^e SESSION DE L'UA

Nkosazana Dlamini-Zuma appelle à une action africaine collective contre Boko Haram

La présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini-Zuma, a appelé à « une action africaine collective contre Boko Haram », lors de la 26^e session du Conseil exécutif qui réunit les ministres des Affaires étrangères du continent, chargés de préparer le 24^e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine qui se tiendra les 30 et 31 janvier, à Addis-Abeba (Ethiopie).

La rencontre était présidée par la ministre mauritanienne des Affaires étrangères et de la coopération Fatma Vall Mint Soueinae, dont le discours a insisté sur l'importance d'établir une monnaie et un passeport uniques pour l'Union. Elle a souligné la nécessité de combattre

le virus Ebola et d'éradiquer le terrorisme. Elle a aussi souhaité la mise en place d'un mécanisme de lutte contre la prolifération des groupes terroristes sur le continent, comme Boko Haram qui sévit au Nigeria et dans les pays environnants.

Nkosazana Dlamini-Zuma a déclaré : « ce qui a commencé comme un gang criminel localisé [au Nigeria] s'étend maintenant en Afrique occidentale et centrale. Ce n'est pas seulement une menace pour certains pays. C'est une menace pour l'ensemble du continent. C'est une menace mondiale qui doit être traitée au niveau mondial, mais avec l'Afrique en tête ».

« Profondément horrifiée par la tragédie que Boko Haram continue à infliger à notre peuple, enlevant des jeunes filles de l'école,

incendiant des villages, terrorisant des communautés entières et tuant de manière insensée », la présidente de la Commission de l'UA trouve la situation « inacceptable ». Elle salue le Tchad pour « sa disponibilité à aider le Cameroun dans la lutte contre les insurgés, soulignant l'accélération des consultations en cours avec les Etats membres, les communautés économiques régionales et d'autres partenaires sur la façon de traiter avec Boko Haram ».

Le thème du 24^e sommet de l'UA est : « Année de l'autonomisation de la femme et développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'Agenda 2063 ». Il sera précédé par la réunion du comité d'orientation des chefs d'Etat et de gouvernement du Nepad.

Noël Ndong

SOUDAN

La région de Darfour exposée aux islamistes

La guerre civile en cours au Darfour est un véritable drame humanitaire et sécuritaire, a rapporté le groupe d'experts onusiens au Soudan. Selon ces experts, l'anarchie et la porosité des frontières risquent de favoriser l'implantation de islamistes radicaux dans cette vaste région soudanaise frontalière de la Libye, la Centrafrique, et le Tchad.

« Les violences commises par les extrémistes islamistes et les situations en Libye, au Sahel et au Moyen-Orient, peuvent affecter la sécurité et la stabilité au Soudan ».

« Le Darfour n'est pas nécessairement à l'abri d'une infiltration par des extrémistes islamistes », ont averti les experts onusiens.

D'après le rapport du groupe d'experts, « le Darfour pourrait être un terreau fertile pour l'infiltration d'islamistes radicaux ». C'est une

menace potentielle des islamistes, expliquent les experts. Elle est liée à la porosité des frontières ainsi qu'aux trafiquants de tout genre qui circulent librement dans la zone triangulaire Centrafrique, Soudan et Tchad.

Le rapport accuse les forces de soutien rapide, des milices pro-gouvernementales anciens Janjawids, d'avoir perpétré des attaques contre des civils. Ces milices ciblent essentiellement les communautés dont sont originaires les groupes armés hostiles à Khartoum, détruisent leurs villages poussant ainsi les habitants à fuir la région.

C'est une méthode traditionnellement utilisée par les forces gouvernementales pour stopper la progression des groupes rebelles au Darfour. De décembre 2013 à avril 2014, 3 324 villages ont été détruits et des centaines de milliers de déplacés ont dû fuir leur habitation. « Ces chiffres n'avaient jamais été aussi importants depuis 2006 », a indiqué le

groupe d'experts.

Par ailleurs, ce groupe dénonce un climat d'impunité sur le conflit au Darfour encourageant le développement des réseaux criminels. « Une violence qui révèle un peu plus l'effondrement de l'ordre public dans les cinq Etats de l'Ouest soudanais », a poursuivi le rapport.

En effet, les origines du conflit au Darfour sont discutées. Selon la version officielle rapportée par les médias, il ne s'agirait, ni plus ni moins, que d'un conflit relatif aux ressources naturelles en eau et en pétrole, toute cette affaire ayant été inventée par l'ambassade américaine et les ONG, le gouvernement de Khartoum n'y étant bien sûr pour rien.

Depuis 2003, la guerre civile du Darfour, une région occidentale et septentrionale du Soudan, a fait environ 300 000 morts et près de 3 millions de déplacés dont 230 000 réfugiés, selon certaines estimations.

F.K.

BANGUI

Le réarmement des FACA pose toujours problème, selon Catherine Samba-Panza

La présidente de la Transition centrafricaine, Catherine Samba Panza, a exprimé sa volonté pour une refondation des Forces armées centrafricaines (Faca). Selon elle, beaucoup reste à faire, car il y a des manquements au sein des éléments de l'armée nationale.

La présidente a fait cette déclaration lors de la conférence de presse tenue le 23 janvier à l'occasion de son 1er anniversaire à la tête de la transition. Catherine Samba Panza a d'abord rappelé l'état dans lequel, elle a trouvé les FACA, « quand je suis arrivée au pouvoir, il n'y avait pas de casernes militaires. Les Faca n'existaient pratiquement pas. Le commandement des forces armées était totalement en déliquescence, le bureau de l'Etat-Major était totalement pillé », a-t-elle rap-

« Le 5 février dernier, j'ai réuni environ 5.500 éléments des Faca à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature. Pour moi, il était inconcevable d'avoir un Etat

sans armée. Mais après mon départ, un de ses hommes a été tué devant la communauté internationale qui m'a tout de suite dit, qu'il faudrait se conformer aux résolutions 2121, 2127, 2134 des Nations-unies. », a dénoncé Samba-Panza.

En énumérant les manquements relevés au sein des Faca, la présidente a aussi ajouté que 60% de ces hommes, appartenaient à une même ethnie. Beaucoup n'ont pas reçu de formation, beaucoup ne sont pas instruits et beaucoup n'ont pas la capacité physique. « Le pays est bourré d'armes ; alors on l'a laissé sous embargo. On doit désarmer en priorité et accepter de se réarmer. L'embargo a été mis pour limiter

la circulation d'armes sur le territoire national », a noté la présidente de transition.

« Sur trois hors-la-loi arrêtés, il y a un Faca sur cinq hors-la-loi qui braquent ; deux Faca sur trois criminels, et cela pose problème. La moitié de ceux qui sont à Ngaragba, sont des Faca. Les conditions d'insécurité dans lesquelles nous évoluons, dépassent les capacités des policiers et des gendarmes », a poursuivi Catherine Samba Panza.

Selon la présidente de la transition, la question de la refondation de l'armée centrafricaine reste une préoccupation majeure. Même si le gouvernement affirme sa détermination pour le réarmement de Faca, la communauté internationale, ne semble pas être prête à appuyer cette activité. Le conseil de sécurité de l'ONU vient de voter le prolongement de l'embargo des armes jusqu'au 29 janvier 2016.

BAMBARI

La Séléka exige à l'ORCCPA le versement des frais

Les agents de l'Office de réglementation, de la commercialisation, du contrôle et du conditionnement des produits agricoles (ORCCPA), sont empêchés de reprendre les activités dans la ville de Bambari, une inquiétude émise par le directeur administratif et financier de cette structure, Jean Charles Indo-Gatté.

Selon lui, des ex-Séléka basés dans cette ville, ont exigé des pourcentages, sur le rendement que va produire cette agence. C'est depuis le 20 jan-

de Bambari. Malheureusement, les hommes de la Séléka empêchent le personnel de travailler et exigent aux opérateurs économiques de

« Et surtout qu'on nous demande le redéploiement des services de l'Etat dans toutes les villes des provinces, nous ne comprenons pas, pourquoi nous ne devons pas exercer librement notre travail »

vier que la campagne agricole a été lancée par le ministre de l'Agriculture.

« En ce moment présent, les agents sont sur le terrain pour les activités de la commercialisation du café cultivé dans la ville

leurs payer entièrement les redevances qui devraient être versées dans la caisse de l'Etat », a expliqué le directeur administratif et financier de cet office.

Jean Charles Indo-Gatté, a indiqué que les autres agences

de l'ORCCPA des villes de Berberati et de Bangassou ont des difficultés. Seul le poste de Bambari, qui représente 90% de rentabilité pour cet organisme, est opérationnel. Il appelle les autorités du pays et les forces internationales qui doivent garantir la sécurité à réagir face à cette situation.

« Et surtout qu'on nous demande le redéploiement des services de l'Etat dans toutes les villes des provinces, nous ne comprenons pas, pourquoi nous ne devons pas exercer librement notre travail », a-t-il déploré.

Le café est l'une des cultures de rente en Centrafrique. L'ORCCPA est une structure qui s'occupe de cette activité. Pendant la crise qu'a connue le pays, ces activités ont été suspendues. La tentative de reprise pose toujours problème, car les ex-Séléka exigent des parts dans les bénéfices.

Une campagne de désinfection des puits dans le 5^e arrondissement de la capitale

Plusieurs puits ont été désinfectés ce 26 janvier au quartier Banga1 dans le 5^e arrondissement de la ville de Bangui. L'opération, dénommée « Opération, purification et désinfection des puits » a été menée par l'ONG Bâtisseurs Centrafricains. L'objectif visé par cette initiative est de purifier les puits dans cette localité, selon Bernadette Kainazo, vice-coordonnatrice de cette structure humanitaire. Elle a par ailleurs indiqué que, les puits constituent pour les Centrafricains, les premières sources d'approvisionnement en eau, d'où nécessité de les traiter correctement.

Marie José Danboye, une habitante, dont le puits a été désinfecté, a fait savoir qu'elle est tombée malade suite à l'utilisation d'eau des puits non traités. Selon ses propos, c'est pour la première fois que son puits est désinfecté depuis plus de quarante ans qu'il a été creusé.

« C'est un grand intérêt pour la population, car l'eau c'est la vie. Et il faut qu'elle soit saine », a dit Faustin Adriss, chef du quartier Banga1, qui s'est aussi félicité de l'action menée par cette ONG. Pour lui, c'est pour la première fois qu'une telle opération est réalisée dans le canton.

Il a appelé les autres ONG à leur porter une assistance sanitaire surtout dans la gestion des latrines. Cette activité qui a commencé lundi 26 janvier, va se poursuivre dans tous les quartiers du 5^e arrondissement de la capitale centrafricaine.

MBOKI

Des victimes de la LRA se mobilisent pour le procès devant la CPI de Dominique Ogwen

L'association des victimes des exactions commises par les éléments de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony s'inquiète du fait que sa plainte qui n'est pas encore déposée près de la Cour pénale internationale (CPI) contre le numéro 2 de cette rébellion ougandaise Dominique Ogwen, arrêté en Centrafrique et transféré à la Haye.

« Nous ne savons pas là où déposer notre plainte. Nous n'avons aucune information sur les procédures à suivre concernant les documents à fournir et aussi l'absence de moyens financiers pour se procurer un conseil », a relevé le président de cette association Blaise Foukpiote.

Ce dernier demande au gouvernement centrafricain de leur venir en aide. « Nous prions le gouvernement et les organisations non gouvernementales de nous venir en aide le plutôt possible pour constituer un dossier collectif avant l'ouverture éventuelle du procès », a-t-il lancé.

Depuis l'incursion des troupes de la LRA dans la préfecture du Haut-Mbomou en 2008, cette rébellion a fait plusieurs centaines de victimes. Certains villages sont en phase de disparition à cause des multiples attaques de la LRA.

Dominique Ogwen, le numéro 2 de cette rébellion, a été arrêté dans la partie sud-est de la Centrafrique, au début du mois de janvier dernier. Ce dernier a été remis aux soldats américains dans la ville d'Obo avant d'être ramené à Bangui et transféré à la Haye.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

JEUNES, HOMMES, FEMMES
Voulez-vous gagner de l'argent ou améliorer vos revenus ?

Intégrez alors, l'équipe de vente du quotidien

Les DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Brazzaville : contact : 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso à Mpila centre-ville
Téléphone : 05 532 01 09

Pointe-Noire : avenue Germain Bikoumat, immeuble les Palmiers
(À côté de la radio Pointe-Noire) centre-ville
Téléphone : 06 649 89 04 – 06 963 31 34 – 04 473 39 85

**BESCO**Siège social: Avenue Amilcar Cabrai
BP: 2057 Brazzaville
Téléphone: +242 05 310 87 87**MESSAGE DE VŒUX****À son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Gusso,
président de la République du Congo**

Les années passent vite sans jamais se ressembler. L'année 2015, à l'instar des années passées, est celle du travail acharné en vue du mieux-être des Congolais, tout en poursuivant l'effort de construction nationale pour l'émergence du Congo à l'horizon 2025.

Le soutien de la Besco vous est totalement acquis dans le cadre du financement des projets d'investissement des entreprises.

À l'occasion donc de cette nouvelle année, la Direction générale et l'ensemble du personnel de la Besco présentent leurs vœux de paix, de santé, de bonheur, de longévité et de prospérité à son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Gusso, président de la République du Congo, à son épouse ainsi qu'à tous les membres de sa famille.

La Direction générale**BESCO**Siège social: Avenue Amilcar Cabrai
BP: 2057 Brazzaville
Téléphone: +242 05 310 87 87**MESSAGE DE VŒUX POUR L'AN 2015**

La Direction générale et l'ensemble du personnel de la Besco vous souhaitent une bonne et heureuse année 2015.

Dans l'espoir de toujours vous compter parmi nos prestigieux clients, nous vous remercions de la confiance que vous nous aviez témoignée tout au long de l'année 2014.

Nous vous rassurons de notre volonté d'améliorer la qualité de nos produits et services pour vous satisfaire davantage en 2015.

À vous qui n'êtes pas encore titulaires de comptes dans nos livres, nous serons heureux de vous compter parmi nos clients.

La Direction générale

DIPLOMATIE

La Belgique disposée à soutenir le cycle électoral en RDC

Le ministre belge des Affaires étrangères, Reynders, a souligné la nécessité de tenir dans le pays des élections «crédibles, inclusives, apaisées et transparentes».

La Belgique qui suit de près la situation politique et sociale en RDC reste préoccupée par la suite du processus électoral dans son ex-colonie. C'est en tout cas ce qui ressort d'une récente communication, à partir de Bruxelles, du ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders. En fait, le diplomate belge qui s'exprimait au nom de son gouvernement, a

indiqué que son pays était disposé à soutenir la suite du processus électoral en RDC mais que cela dépendra de l'adoption par la Ceni d'un budget «clair, raisonnable et transparent». Autre préalable, la production par l'organe électoral d'un calendrier électoral global et inclusif voulu «réaliste et crédible». En exigeant, par ailleurs, le respect du calendrier électoral qu'aura à élaborer la Ceni, la Belgique rejoint les partenaires de la RDC qui tiennent également à ce que ledit calendrier fixe les échéances électorales à tous les niveaux afin d'avoir un aperçu général du travail qui sera fait. D'où son exhortation pour que toutes les parties s'abstiennent «de prendre toute mesure qui conduirait à empêcher le déroulement des élections selon les délais» mais aussi conformément aux dispositions prévues par la Constitution. Il s'insurge également contre toute tendance à en limiter la participa-



Didier Reynders

tion. C'est dans ce contexte qu'il faudra situer la visite de travail que compte effectuer d'ici, la fin du mois de janvier, une délégation du gouvernement belge qu'aura à conduire Didier Reynders. Les différents acteurs de la scène sociopolitique

du pays, de toutes les sensibilités politiques ainsi que des représentants de la société civile congolaise comptent parmi les personnalités qu'aura à rencontrer ladite délégation. Cette dernière aura à s'informer sur les récents événements survenus au pays sur fond de contestation de la modification de la loi électorale.

L'objectif de la délégation belge jouant aux bons offices consistera sans aucun doute à faire revenir les acteurs politiques congolais à la raison tout en les exhortant au respect strict de la Constitution. «Le choix pour le Congo aujourd'hui devrait être le choix d'ouverture et du dialogue», a souligné le ministre belge des affaires étrangères qui voudrait placer les congolais au-devant de leur destin afin qu'ils assument leurs choix par rapport au devenir de leur pays.

Alain Diasso

PAYE DES FONCTIONNAIRES

Affluence dans les banques

Au lendemain de la tension qui a paralysé le système bancaire à Kinshasa, les fonctionnaires et agents de l'État se sont rués le 26 janvier devant les guichets pour retirer leur argent, une semaine après le début officiel de la paie à Kinshasa et dans les provinces.

Dans plusieurs banques dont la Biac et le TMB, les longues attentes ont bien repris dès les premières heures de la matinée après une reprise timide des activités bancaires en fin de semaine. Et l'affluence n'a fait qu'augmenter au cours de la journée, au fur et à mesure que l'information circulait de bouche à oreille. En effet, si le gouvernement a confirmé le début de la paie du mois de janvier 2015 le jeudi 15 du même mois, par contre les banques n'ont pas pu travailler normalement faute d'Internet. Le 19 janvier, à l'issue de la réunion de la Troïka stratégique, les autorités ont fait état du lancement et de la poursuite de la paie à Kinshasa et dans les provinces. «Le Comité de suivi de la paie poursuit ses travaux en vue de rationaliser les interventions de Caritas et des OD dans les territoires non encore bancarisés», a rassuré le gouvernement.

Mais il a fallu compter avec les rassemblements et autres affrontements entre policiers et manifestants survenus dès le 19 janvier qui n'ont pas permis aux fonctionnaires et agents de l'État de se rendre auprès des banques. Parmi les mesures temporaires arrêtées pour contenir la tension, il y a eu le blocage des services SMS et Internet. L'impact était bien plus large que la simple impossibilité de pouvoir communiquer. L'on signale, par exemple, que le guichet unique de dédouanement de marchandises du port de Matadi n'a pas fonctionné le 20 janvier faute d'internet. L'on s'imagine le manque à gagner. Du côté des banques, la situation était tout aussi difficile. Comme l'a expliqué l'Association congolaise des banques (ACB), cette mesure est également à l'origine des difficultés rencontrées par les banques dans leurs transactions bancaires locales et internationales pour la simple raison que les institutions bancaires du pays, comme dans d'autres pays du monde, dépendent très fortement des technologies de la communication. «L'internet, l'intranet et l'extranet sont des méthodes d'échange d'informations pour les banques», a-t-

elle renchéri.

Pour se rendre compte de la complexité de la situation, aucune de la vingtaine de banques opérationnelle en RDC n'a pu fonctionner toute la journée du 19 janvier. Cela n'a pas permis d'ailleurs de lancer le début de la paie. Pour éviter d'en rajouter à la tension, le gouvernement aurait décidé de rétablir partiellement la connexion Internet dans la journée du 22 janvier, tout en rendant toujours impossible les échanges à l'international. Cet apaisement permet aujourd'hui une normalisation progressive. L'allègement du dispositif sécuritaire mis en place depuis le 20 janvier était envisagé depuis la semaine dernière. Et cela s'est concrétisé par la reprise partielle des activités des banques.

Aujourd'hui, les chefs d'entreprise espèrent un retour au calme. «J'ai raté deux importants rendez-vous avec mes partenaires. Nous ne devons pas envoyer de mauvais signaux à l'étranger; cela nous complique dans notre travail. Et l'économie du pays n'a pas vraiment besoin de cette publicité», a expliqué un chef d'entreprise qui a requis l'anonymat.

Laurent Essolomwa

VIE DES PARTIS

Une marche de l'UDPS vire à un fiasco

L'appel d'Étienne Tshisekedi invitant ses partisans à manifester pacifiquement lundi dernier pour faire échec à l'arbitraire dans le pays n'a pas produit l'effet escompté.

La cinquantaine des personnes qui s'étaient rassemblées le 26 janvier dans la matinée devant le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) étaient visiblement désespérées. Elles ne savaient que faire. La marche convoquée par Étienne Tshisekedi depuis Bruxelles où il se trouve s'est terminée en eau de boudin. La manifestation prévue pour faire échec «à la dictature et à l'arbitraire» qui prévaut dans le pays, selon l'expression du «luder maximo» n'a pas eu lieu. Et pourtant jusqu'à la veille, aucun mot d'ordre allant dans le sens de l'annuler n'a été donné par la haute hiérarchie du parti. L'on s'attendait à un flux des militants de ce parti à ce point de ralliement qu'était la dixième rue/Limete. Mais hélas! Ceux qui avaient répondu présents à l'appel du chef du parti n'étaient pas non plus convaincus du bien-fondé de cette marche intervenant au lendemain du vote par l'Assemblée nationale de la loi électorale extirpée de l'article 8 alinéa 3 conformément au vœu exprimé par la population. De ce fait, la manifestation de l'UDPS devenait sans objet. Plutôt que d'emboîter le pas à ses collègues de l'opposition qui avaient décommandé la marche après le vote du nouveau code électoral, Étienne Tshisekedi avait, dans un message séparé, maintenu la pression. L'irréductible opposant avait, en effet, invité le peuple congolais à manifester pacifiquement dans toutes les villes et tous les villages à partir de 26 janvier pour exiger le départ de Joseph Kabila

et de n'arrêter le mouvement qu'après sa chute. Malheureusement pour lui, ses attentes ont été démenties sur le terrain. Jusque tard dans la journée, la poignée des militants de l'UDPS continuaient à faire le pied de grue devant leur siège



Étienne Tshisekedi

avant de détalier par la suite à la vue des éléments de la police lancés à leur trousses.

Sans itinéraire, sans précisions sur la conduite à suivre, les militants de l'UDPS ont fini par se disperser surtout que leur secrétaire général Bruno Mavungu, qui était censé donner l'impulsion, était quasi invisible. L'absence d'Internet mobile, de réseaux sociaux et de SMS - inopérants depuis sept jours - qui auraient permis de relayer le mot d'ordre du vieil opposant à ses partisans aura aussi beaucoup joué en sa défaveur, estiment maints analystes.

Décidément, on est bien loin de l'époque où les appels à la désobéissance civile de l'UDPS paralysaient le pays sur fond des villes mortes. La première force politique de l'opposition à l'issue des élections de 2011 a, pour ainsi dire, beaucoup de sa superbe ces dernières années avec, à la clé, la défection de ses membres les plus en vue dont certains, en rupture de ban, ont rejoint les institutions contre le gré de leur leader.

A.D.

ÉLECTIONS

L'UE déterminée à poursuivre le dialogue avec les autorités congolaises

L'Union européenne (UE) rassure également sur la continuité de son soutien au rôle de bons offices des Nations unies et de l'Union africaine.



Federica Mogherini

Dans une déclaration du 25 janvier, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la

Commission européenne, Federica Mogherini, a salué l'implication de tous les acteurs politiques congolais pour l'adoption de la loi électorale en RDC. «L'engagement de toutes

les parties à œuvrer dans l'intérêt du pays et à éviter une grave crise politique en RDC doit être salué», a-t-elle souligné.

Pour Mme Mogherini, en effet, la voie est désormais ouverte pour que les élections en RDC se tiennent dans les délais prévus par la Constitution. Federica Mogherini a, par ailleurs, insisté sur la nécessité pour la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de publier un calendrier global de ces opérations électorales. «Nous attendons également que la Ceni publie un calendrier électoral global».

L'UE s'est engagée, selon Mme Mogherini, à poursuivre son dialogue approfondi avec les autorités congolaises à ce sujet. Elle a également rassuré la continuité du soutien du rôle de bons offices des Nations unies et de l'UE.

Lucien Dianzenza

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les participants déterminés à contribuer à la consolidation de la démocratie en RDC

Les assises voudraient amener les acteurs politiques et sociaux à se mettre d'accord sur un cahier de charge électoral minimum contenant les défis communs, les divergences et les pistes communes d'actions à réaliser.

Plus d'une centaine de participants membres des composantes de la société civile congolaise, de la majorité et de l'opposition, des institutions de la République et des provinces, de la police, de l'armée, des services de sécurité et des structures partenaires techniques et financières se réunissent depuis le 27 janvier à l'hôtel venus, à Gombe, dans le cadre du Forum national sur les droits de l'Homme, gouvernance et élection en RDC. L'objectif visé par ces deux jours de travaux est la contribution à la consolidation de la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays par l'organisation des élections crédibles, consensuelles, démocratiques, justes, apaisées ainsi que respectueuses du délai constitutionnel, d'ici 2016.

Ces travaux de Kinshasa devront notamment permettre aux acteurs-clés participants à ces assises à s'accorder sur un cahier de charges commun pour un processus électoral 2013-2016 crédible, juste et démocratique, de proposer des mécanismes participatifs permettant d'assainir et gérer l'environnement électoral liés aux

défis de droits de l'Homme, de la gouvernance, de la paix et de la sécurité. Alors que cette rencontre devra également permettre la définition des pistes d'actions stratégiques concrètes à mettre en œuvre à court, moyen et long terme aux niveaux national et international en faveur de l'organisation des élections crédibles, consensuelles, démocratiques, justes, apaisées ainsi que la stabilité du pays.

Agencement des éléments concrets et pratiques

Au terme de ces travaux, il sera produit un cahier de charges concerté du processus électoral 2013-2016, qui sera largement diffusé, mais aussi un document d'analyse pratique sur les différentes questions brûlantes du processus électoral visant à recréer le consensus national autour du processus électoral.

Les participants détermineront également des mécanismes participatifs encourageant un climat électoral apaisé, sécurisant, intègre et respectueux des droits de l'Homme. Ils travaillent enfin à la définition des pistes d'actions stratégiques à mettre en œuvre à court, moyen et à long terme grâce à un plaidoyer auprès des parties prenantes du processus électoral. Ce forum est, comme l'avait souligné le secrétaire général de l'AETA, Gérard Bisambu, une réponse à l'auto-interpellation des

acteurs politiques congolais tant de la majorité que de l'opposition et des acteurs sociaux ayant pris part à la table-ronde politique sur la problématique de la révision constitutionnelle en RDC organisée au mois d'août à Washington. « Ce forum national est une des occasions de réflexions, de dialogue congolo-congolais où vous êtes conviés à discuter et examiner à cœur ouvert et librement des questions qui préoccupent notre démocratie...mettant à profit cette opportunité, comme participant à ces assises, il est attendu de nous des réflexions objectives sur des faits liés à notre processus électoral, à notre démocratie », a appuyé Gérard Bisambu.

Pour arriver à ces résultats, l'organisation a prévu des panels de réflexions qui s'appuient sur six présentations qui servent de points de départ des discussions. Mais il est également prévu l'organisation des six ateliers d'analyse conformément aux thèmes retenus et des échanges en plénière.

Appelé à ouvrir les travaux, le représentant du ministre des la Justice et des droits humains, Alexis Thambwe Mwamba, a souligné la volonté du gouvernement de promouvoir les droits humains en RDC. Il a soutenu cette affirmation par les différentes actions menées dans ce domaine.

Lucien Dianzenza

CAN 2015

La qualification des Léopards fait baisser la tension sociale

Après avoir contraint la Tunisie à une égalité (1-1) lors de son dernier match de groupe, la RDC s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

Qui l'eut cru ? La RDC que beaucoup des spécialistes ne semblaient pas accorder la moindre chance eu égard au groupe très relevé dans lequel elle s'est emparée à su tirer son épingle du jeu face au Cap-Vert, la Zambie et la Tunisie. Comme lors des éliminatoires, l'équipe de Florent Ibenge a négocié sa qualification tardivement sur fond de calculs comme cela est généralement de coutume. Les coéquipiers de Yannick Bolasie n'ont pas dérogé à la règle qui veut que la RDC se qualifie toujours « par césarienne » (selon une expression prise ces derniers temps) grâce à la différence de buts avec ses adversaires. Les Congolais ont profité du nul vierge entre la Zambie et le Cap-Vert (0 but partout) pour se qualifier. Nonobstant cette qualification pour le moins laborieuse obtenue grâce au but de Jérémie Bokila sur une déviation de la tête de Dieumerici Mbokani en seconde période, la population, elle, a savouré cette victoire sans modération. Dans les rues de Kinshasa, des scènes de liesse étaient observées pour saluer cette qualification. Les Congolais ont, le temps d'un éclair, oublié leurs soucis quotidiens. Les tristes événements de la semaine dernière qui avaient paralysé la capitale et certaines villes de l'intérieur du pays ont été

supplantés par cette qualification des Léopards. Leur mérite, c'est d'avoir allumé la flamme patriotique. Opposants, membres de la majorité, ou encore de la société civile, sans parler des religieux et d'autres leaders associatifs, tous ont communiqué à l'unisson, au-delà de leurs clivages idéologiques et de leurs colorations politiques. « Ça fait du bien d'être qualifié. On savait que le match allait être dur. Grâce à Dieu, on est qualifié. Comme ça cette qualification va ramener la paix au pays », s'est réjoui le buteur de la RDC. Un ressentiment partagé par l'ensemble de l'équipe qui tenait, par le football, à faire baisser la tension sociale dans le pays. La RDC, argue-t-on dans les milieux intéressés, avait besoin de cette qualification pour atténuer l'effet pervers de l'agitation sociale qui avait déferlé tant à Kinshasa que dans l'arrière-pays sur fond de pillage et de violence extrême. Déjà pour cette équipe en reconstruction qui n'avait pas eu le temps nécessaire de préparation, c'est une prouesse que d'atteindre ce niveau de la compétition. Un peu plus pour l'entraîneur Florent Ibenge qui, nonobstant les critiques acerbes dont il est l'objet, croit en son destin au sein de cette sélection bâtie au prix d'abnégation et de sacrifices. C'est donc une nouvelle aventure qui commence pour ces quarts de finale, la vraie compétition à élimination directe, dirait-on, avec comme prochain adversaire le Congo Brazzaville du virevoltant Bifouma. Wait and see.

Alain Diasso

COMMUNIQUE DE PRESSE

DHL Express Afrique subsaharienne remporte un nombre record de prix en 2014

61 prix externes remportés dans la région d'Afrique subsaharienne, soit 178 % de plus qu'en 2013

DHL Express, le premier fournisseur mondial de services express internationaux, a remporté un nombre records de prix externes pour ses activités en Afrique subsaharienne en 2014, soit près de trois fois plus qu'en 2013, ce qui témoigne du succès de sa stratégie de 2014 visant à améliorer la qualité de ses services et à augmenter l'engagement de ses employés.

En 2014, DHL Express Afrique subsaharienne a remporté un total de 61 prix décernés, entre autres, par des organismes publics, des associations professionnelles et les médias. La reconnaissance des leaders du secteur témoigne des succès du groupe dans la prestation de services à la clientèle, l'engagement des employés, la contribution à la responsabilité civile d'entreprise et récompense son engagement à fournir une excellente qualité de service dans la région. En 2014, le nombre de prix gagnés a augmenté de 178% par rapport aux 22 prix remportés en 2013.

Charles Brewer, directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne, a déclaré que l'ambition du groupe d'être la société de logistique du monde ne se résume pas à la solidité de son réseau ni au nombre de pays ou territoires dans lesquels DHL est présent, mais implique également la manière dont les clients et le grand public perçoivent l'entreprise.

DHL Express Afrique subsaharienne a été désigné Meilleur employeur 2015 en Afrique par le Top Employers Institute pour les avantages exceptionnels que le groupe offre à ses salariés dans la région. Le groupe a également été élu meilleur employeur sur les marchés locaux de six pays africains : Afrique du Sud, Nigéria, Kenya, Ouganda, Éthiopie et Ghana.

Lorsque l'on regarde le classement des différents pays, on observe que le Nigéria et l'Afrique du Sud ont remporté la majorité des prix avec respectivement 13 et 12 prix, suivis du Kenya (6), de l'Ouganda (5) et du Zimbabwe (4).

Parmi les autres prix remportés en 2014 figurent le Prix du visionnaire décerné par le gouvernement ougandais à DHL pour sa contribution à la transformation socio-économique, le Prix des 100 meilleures entreprises où il fait bon travailler décerné par Jobberman au Nigéria, le Stevie Award d'Argent des International Business Awards pour son succès dans les relations publiques à travers le continent et le Prix sud-africain des transports et de la logistique à l'occasion des Topco National Business Awards.

« Nous accordons une grande importance à la reconnaissance extérieure et nous pensons qu'elle confirme notre slogan : Excellence. Simply delivered. Cela signifie que nous souhaitons simplifier

la vie de nos clients. Nous renforçons le succès de nos clients, de nos salariés et de nos investisseurs tout en contribuant de manière positive au monde. Ces prix reflètent une reconnaissance sagement exprimée dans tous ces domaines, qui font partie de nos quatre piliers qui sont : des employés motivés, une excellente qualité de service, des clients fidèles et un réseau rentable. »

« Chez DHL, dans un secteur qui ne dort jamais, où nous croyons vraiment en la recherche de l'excellence, nous continuerons à investir et à nous développer en Afrique, nous continuerons à rechercher l'excellence pour nos clients, nos salariés et notre environnement et nous ferons en sorte que 2015 soit vraiment une année exceptionnelle pour nous » a conclu C. Brewer.

Contact pour les médias :

Afrique :
Megan Collinicos. Responsable : Publicité et relations publiques, Afrique subsaharienne
DHL Express
Tél. : +27 21 409 3613; tél. portable : +27 76 411 8570

megan.collinicos@dhl.com
RDC :
Olivier Tshikala : Administration, DHL Express Congo
Tél. : +243 817068610 ; Tél. portable :

+243 820103355

olivier.tshikala@dhl.com

DHL - La société de logistique du monde Leader mondial du secteur de la logistique et des transports, DHL est « le groupe de transport et logistique mondial ». Le groupe DHL met au service de ses clients ses compétences dans le domaine du courrier international, de la livraison de paquets nationaux et internationaux, du fret aérien et maritime ainsi que du transport routier et ferroviaire. Il leur propose également des solutions contractuelles et de commerce électronique d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement. DHL bénéficie d'un réseau mondial couvrant plus de 220 pays et territoires et emploie près de 315 000 personnes à travers le monde, ce qui lui permet de proposer à ses clients une qualité de service supérieure et une connaissance du marché local, afin de satisfaire leurs exigences en matière d'expédition et de chaîne d'approvisionnement. DHL accepte sa responsabilité sociale en soutenant la protection de l'environnement, la gestion des catastrophes et l'éducation.

Pour tout complément d'information : www.dpdhl.com

Catalogue d'images disponibles : http://www.dpdhl.com/en/media_relations/media_library.html



Promo 5 X PLUS

**GAGNE 5 FOIS
TA CONSOMMATION**

Consomme ton crédit,
atteins ton objectif du jour
et **gagne 500% de bonus**



Adrian Ojima



*Bonus utilisable jusqu'à 23h59
vers airtel et Warid

CAN-2015

Des techniciens et anciens joueurs saluent l'exploit des Diables rouges

L'exploit des Diables rouges en Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se déroule en Guinée Equatoriale ne cesse de susciter des réactions de la part des anciens joueurs et entraîneurs de la ville côtière, qui ont réagi après la qualification du onze national en quarts de finale. Ce, quatre décennies après.

La dernière participation des Diables rouges en phase finale d'une CAN date de 2000. Et depuis 1972, l'année où le Congo avait brillamment remporté cette même compétition à Yaoundé au Cameroun, 41 ans après, les Congolais n'avaient plus gagné un seul match en CAN. Ils se contentaient d'un match nul comme meilleure performance. Voilà qui justifie l'euphorie des Congolais à l'issue de chaque victoire des leurs en Guinée Equatoriale. Parce qu'au départ, d'aucuns n'accordaient aucune chance

à ces vaillants « ambassadeurs. » Pour l'entraîneur de Nico Nicoyé, Ndoumbé Makaya, Claude Le Roy est le seul responsable de cet exploit. « Claude Le Roy a pris une décision salutaire, il a fait un bon choix des joueurs. Comme je l'avais dit au départ, c'est un problème du choix des hommes. Il a su les utiliser avec leurs forces. Ainsi, la qualification des Diables rouges pour moi, était prévisible par rapport à cette utilisation rationnelle des joueurs. Faire ce brassage et surtout, amener les joueurs à une bonne communication, une bonne coopération spirituelle, mentale et corporelle, est un moment difficile pour chaque entraîneur », a-t-il indiqué.

D'après lui, le Burkina Faso ne pouvait pas mieux faire devant le Congo, parce que les joueurs avaient déjà l'excès de zèle pour avoir été finaliste lors de la précédente édition. En plus, ils se croyaient supérieurs au Diables rouges pour les avoir battu lors de la phase éliminatoire de la Coupe du monde Brésil-2014 à Pointe-Noire, en 2013. Aussi, ils n'ont pas été efficaces face à une équipe congolaise très résistante et tactiquement disciplinée, après avoir beaucoup peiné depuis 15 ans, a-t-il dit. Il poursuit : « Si nous sommes arrivés à ce niveau c'est aussi, en grande partie grâce à l'apport des joueurs évoluant à l'extérieur, puisqu'au niveau local, il nous manque les compétitions. Il faudrait que, la Fédération prenne soin de bien organiser les compétitions au niveau national pour garder et pérenniser la forme des joueurs

locaux. Il s'agit aussi de bien préparer les échéances africaines qui pointent à l'horizon, en ce qui concerne nos quatre clubs engagés en coupes africaines des clubs et pour les Diables rouges espoir engagés aux Jeux africains de septembre 2015 que Brazzaville aura l'insigne honneur d'abriter ».



Pierre Pongui, ancien Diable Rouge / crédit photo « adiac »

Ndoumbé Makaya a par ailleurs, renchéri que, la CAN en cours est la meilleure d'il y a plus de 20 ans, parce que les équipes se valent. La preuve est qu'après 20 matchs joués au premier tour, en attendant les derniers matches du groupe C et D, il y a eu 12 nuls et huit victoires.

De son côté l'ancien Diable Rouge, ancien sociétaire de l'AS Cheminots et de l'Etoile du Congo, Pierre Pongui, s'est dit très fier de cet exploit. « Je suis hyper-content, parce qu'on a fait beaucoup d'années sans franchir cette étape et aujourd'hui on atteint ce niveau c'est appréciable. C'est ce qu'on souhaitait tous: redorer le blason du football congolais. Je suis fier des petits qui sont en train de mouiller le maillot. Depuis les éliminatoires, les enfants ont fait bonne performance, ils ont d'abord éliminé le Nigeria, Champion d'Afrique en titre qui a joué aussi la Coupe du monde, c'est dire que l'espoir était déjà là. Au football, il faut toujours croire », a indiqué l'ancien joueur, qui a demandé à Claude Le Roy de percevérer dans cet élan et d'avoir plus de conviction et plus d'envie et l'esprit d'un vainqueur. Le meilleur butteur du championnat national formé directe en 1986 qui a fait aussi les beaux temps du football congolais, a par ailleurs, déploré le comportement de certains compatriotes qui ne croient pas en l'équipe nationale. « Il faut garder le moral et la cohésion nationale. Ainsi, je crois qu'on pourra aller très loin et surprendre les amoureux du ballon rond », a-t-il conclu.

Charlem Léa Legnoki

L'anarchie gagne la rue après chaque prestation des Diables rouges

Le constat est général, à l'issue de chaque prestation du représentant congolais à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui se déroule en Guinée Equatoriale. Alors pourquoi la joie ouvrirait-elle la voie à l'incivisme ?

Les communiqués et messages radiotélévisés des autorités policières départementales de la ville de Brazzaville ont curieusement été suivis par les jeunes des autres villes en l'occurrence ceux de Pointe-Noire et de Dolisie où l'on n'a pas assisté à un déferlement juvénile aux allures « anarchistes ». C'est plutôt à Brazzaville que ces actes reviennent tout temps malgré incessants des autorités. C'est ainsi que de nombreux ponténégrins interrogés sur ces agissements, craignent la contagion et souhaitent que les autorités policières prennent des mesures plus radicales et dissuasives en occupant des grandes artères par où passent ces carnivals non pacifiques.

« Qui ne sait pas qu'en matière de sport il y a trois éventualités, ou l'on gagne, ou l'on est battu ou encore c'est un résultat nul. Or l'esprit sportif souhaite que quelque soit le résultat, les jeunes ne doivent pas poser des actes déplorables du genre, pillage des magasins d'autrui, érection des barricades, casser des véhicules, bastonnade des tiers personnes. Ce qui se passe à Brazzaville, surtout dans les quartiers nord après chaque match est regret-



Photo d'archives: Une foule en liesse après la victoire, tout peut arriver

table. Que des mesures de sécurité soient renforcées de plus belle lors des futurs matches », a souhaité un Ponténégrin interrogé sur ces agissements déviants.

Il faut dire que ces actes inciviques sont souvent l'oeuvre des badauds, délinquants, voleurs et « des prêts à toute sollicitation anarchiste. » Le sport n'est jamais source de violences, au contraire il unit les peuples et fait valoir le fair-play. En clair, le sport ne peut être un facteur de déviances sociales.

« Ces agissements des jeunes devraient interpeller à la fois les autorités de jeunesse, de la police, des municipalités, sans oublier la responsabilité des parents. Heureusement qu'il s'agit du sport, or s'il s'agissait soit des manifestations à caractère socio-politique, c'est le pays qui paie le lourd tribu, car cassé un

édifice, c'est un grand recul en arrière. Et pourtant ces matchs se jouent bien loin du pays, et nous les vivons qu'à travers des médias. Encore que par effet de peur et de prudence, certains commerces qui bordent des grandes artères de nos villes ont pris déjà l'habitude de fermer lorsqu'un match est programmé dans la journée, car ils ont bien peur que les ressortissants de tel ou tel pays battu s'en prennent à leurs commerces. Tout le monde est donc interpellé », s'est indigné un sportif vivant à Pointe-Noire.

Prudence oblige, la nature du match du samedi prochain demande que des mesures sécuritaires soient renforcées dans les grandes artères, afin de mettre hors l'état de nuire ces fauteurs de troubles en attente d'occasions propices.

Faustin Akono

Ponton plus belle que jamais

Ambiance de fête après la qualification des Diables rouges pour les quarts de finale de la CAN 2015

Sitôt le coup de sifflet final de M. Lamptey, arbitre du match décisif République du Congo - Burkina Faso (2-1), ouvrant le chemin des quarts de finale de la CAN 2015 aux Diables rouges, la température est véritablement montée de plusieurs crans à Ponton la Belle comme dans le reste du pays. Il est juste de reconnaître que la ville Océane est l'antre de la sélection nationale qui dispute au complexe sportif de Pointe Noire (ex-stade municipal) ses matchs officiels !

Entre la sélection nationale et les Ponténégrins c'est donc forcément une belle histoire d'amour, avec parfois ses heurts comme contre le Nigéria dernier vainqueur de la CAN, où, lors des éliminatoires, jets de pierres et de bouteilles avaient terni une fin de rencontre soldée par une défaite (0-2) de Oniangué et ses partenaires le 15 novembre dernier. Seulement voilà, le peuple s'est remis à espérer et, en Guinée Equatoriale, au stade

Ebebiyin, la réalité a dépassé les rêves les plus fous !

C'est dans un concert de Klaxons, de couvercles de marmites faisant office de cymbales, que Pointe Noire a célébré dans les rues cette qualification historique ! Les bières locales ont coulé à flots, certaines filles se roulant de joie dans la boue d'une pluie qui avait tombé depuis le matin pour s'interrompre peu avant le déluge final de cris et de chants ! Mais, pour rêver en grand, de nombreux supporters ont déjà, et bien avant l'heure, la finale à la bouche !

Sur les boulevards, les supporters sont bel et bien là, au quartier Mpita la dizaine devient centaine en moins de temps qu'il en aura fallu à Ondama, quelques minutes plus tôt pour redonner l'avantage aux Diables rouges contre le récent finaliste de la CAN ! Très vite cette marée humaine, verte, jaune et rouge, parfois torse nu, envahit la ville ! « La Congolaise », hymne national, s'improvise sur plusieurs rond points et seuls les djarkartas arrivent à circuler ! Les taxis sont à l'arrêt, les rythmes endia-

blés de coupé-décalé débordent des nganda, les enfants dansent sans même parfois vraiment comprendre cette liesse populaire !

Dans cette ambiance de fête nationale, voire de folie, le nom de Bifouma, chouchou du public et premier buteur de la soirée, s'élève au dessus des autres, certains n'hésitant pas à le surnommer le Messi Congolais, en référence à la star du FC Barcelone ! L'euphorie a gagné naturellement le pays entier même si à Brazzaville, certains quartiers comme ceux de Talangai ou de la Poudrière, ont été hélas, privés du match faute de courant ! On regrettera également les débordements de certains, comme au quartier Mongo-kamba à Pointe Noire, où les forces de police ont eu à intervenir pour mettre fin au vandalisme de groupes de casseurs. Malgré tout, on retiendra que le peuple a proclamé avec ferveur l'union de la nation sur l'air de « Congolais debouts, fièrement partout » ! Et si l'aventure allait beaucoup plus loin encore ?

Philippe Edouard

CAN-2015

Le Nzalang et les Diables rouges au paradis, Gabon et Burkina à la maison (groupe A)

Gabon-Guinée équatoriale ; 2-0 (0-0)

Buts : Balboa (55e sur penalty) et Iban (86e) pour la Guinée Equatoriale

Avertissements : Obiang (16e) et Palun (54e) pour le Gabon, Randy (19e), Zarandona (50e) et Iban (87e) pour la Guinée Equatoriale
 Gabon : Ovono- Palun, Ecuele Manga, Apindangoye, Obiang (Lengoulama, 83e)- Poko (Ndong, 69e), Madinda, Bulot- Kanga (Rogombé, 77e), Evouna, Aubameyang

Entraîneur : Jorge Costa

Guinée Equatoriale : Ovono- Randy, Rui, Evuy, Sipo- Doualla, Iban, Balboa-Boula (Edu, 67e), E. Nsue (R.Nsue, 89e), Bosio (Owono, 75e)

Entraîneur : Esteban Becker

Congo-Burkina : 2-1 (0-0)

Buts : Thievy Bifouma (51e) et Fabrice Ondama (88e) pour le Congo, Aristide Bancé (86e) pour le Burkina

Congo : Mafoumbi-Baudry, N'Ganga, Babélé Bissiki- Litsingi (Gandzé, 89e), Oniangué (cap), Ndinga, Bouka Moutou- Bifouma (Douniama, 63e), Doré (Ondama, 87e)

Entraîneur : Claude Le Roy

Burkina : Sanou- Koffi, Yago, B.Koné, Gouo (Bancé, 59e)- Nakoulma (B.Traoré, 58e), Kaboré (cap), D.Koné, Razak (Ouédraogo, 73e)-Pitroipa, A.Traoré

Entraîneur : Paul Put

Classement

1) Congo, 7 points, 2) Guinée équatoriale, 5 pts, 3) Gabon, 3 pts, 4) Burkina, 1 pt

Camille Delourme et James Golden Eloué

COOPÉRATION CONGO-BENIN

Boni Yayi tient à raffermir les relations entre les deux pays

Le Président Béninois, Boni Yayi, a effectué, ce 27 janvier 2015, une visite de travail de 24 heures auprès de son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso. A la veille du sommet chefs d'Etats de l'Union africaine, les deux hommes d'Etat ont longuement échangé sur plusieurs sujets qui dominent l'actualité continentale et mondiale du moment, notamment sur les questions de sécurité avec la secte islamique, Boko Haram qui écume le Nord du Nigeria et le Cameroun.

Il était 12h45 quand l'avion présidentiel qui transportait le président Boni Yayi a atterri sur la piste de l'aéroport international Maya-Maya. Accueilli au pied de l'avion par son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, les deux Chefs d'Etat ont regagné le salon présidentiel avant l'installation du président Béninois au palais des hôtes.

Cette visite a été ponctuée par un tête-à-tête de plus de 2 heures, au cours duquel les deux les deux chefs d'Etat ont fait la tour des sujets saillants parmi lesquelles, la situation sécuritaire qui prévaut en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria avec le groupe islamique Boko Haram qui menace non seulement le Nigeria mais aussi le nord du Cameroun ; la coopération bilatérale et le raffermissement des relations diplomatiques et d'amitié existant entre les deux pays depuis des années. Cette visite du Président Boni Yayi intervient à la veille du sommet de l'Union Africaine qui se

tiendra dans la capitale Ethio-pienne en fin de cette semaine. La discussion entamée, ainsi, à Brazzaville sur tous les sujets préoccupants se poursuivra à Addis-Abeba, ont dit les deux Chefs d'Etat, au cours de l'interview conjointe accordée au retour du président béninois.

Les deux présidents ont émis le vœu de poursuivre les discussions à côtés de leurs pairs Africains. Un bon sens pour les deux présidents d'associer les dirigeants africains dans les questions majeurs sur l'avenir du continent.

Habitué de Brazzaville, le président Boni Yayi, s'est réjoui de cette visite auprès de son « grand frère », Denis Sassou N'Guesso, auprès de qui il puise la sagesse et l'expérience, a-t-il déclaré. « Je profite et gagne toujours quelque chose de précieuse auprès du président Denis Sassou N'Guesso, qui est un homme pétri d'expérience, a ajouté le président Boni Yayi qui a saisi l'occasion pour formuler au président de la République, à sa famille et au peuple congolais.

Denis Sassou N'Guesso a, quant à lui, salué la visite à Brazzaville de son homologue, parce que selon lui, les échanges réguliers entre les dirigeants africains sont nécessaires.

Les deux chefs d'Etats se sont donné rendez-vous à Addis-Abeba au Sommet de l'Union Africaine, où ils confronteront leur position à celle de leurs pairs africains. C'est à 18 heures que le président Boni Yayi a quitté le sol congolais pour son pays.

Le derby des deux Congo à l'affiche des quarts de finale

Le premier quart de finale de la 30^e Coupe d'Afrique des nations mettra aux prises, le 31 janvier à Bata, les Diables rouges du Congo aux Léopards de la République démocratique du Congo. L'enjeu : la qualification pour les demi-finales de la compétition.

« Le Congo c'est plus qu'un derby. C'est vraiment un match de famille. Cela va être très compliqué, très difficile. Si ça va être très difficile pour nous, on espère que ce sera encore plus pour eux », a réagi l'entraîneur des Léopards, Florent Ibenge, lors de la conférence de presse d'après le match nul d'un but partout contre la Tunisie.

Même en faisant preuve de la modestie quant aux ambitions de la sélection de la RDC lors de cette CAN, l'entraîneur des Léopards a promis élever le niveau de son équipe face aux Diables rouges pour obtenir un bon résultat. « Nous ne devons pas nous projeter trop loin. S'il y a des équipes qui peuvent se projeter c'est la Tunisie et l'Algérie. Nous nous projetons sur le prochain match possible et pourquoi ne pas aller en demi-finale. Mais c'est un match de qualification. On espère faire le meilleur résultat pour nous », a-t-il commenté.

Lors de la phase de poules en effet, les Léopards n'ont gagné aucun match. Ils ont concédé trois matchs nuls avant de se qualifier de la même manière presque identique que lors des qualifications. Cette fois-ci c'est la différence de buts marqués à l'issue de toutes les rencontres du groupe qui les

a placée devant les Requins bleus du Cap-vert. « On passe en quart de finale de façon difficile comme on est arrivé en qualification. On était la 16^e équipe qualifiée. Là maintenant tout le monde nous voyait partir en premier. Il y'en a huit qui partent. Nous sommes encore là. On va continuer à poser les problèmes aux autres », souligne Florent Ibenge.

En face d'eux, un adversaire, les Diables rouges, lesquels ont réalisé la meilleure performance de cette phase de poules, obtenant sept points sur neuf possibles. Une performance d'ailleurs saluée par Florent Ibenge, lequel espère voir son équipe agir au lieu de réagir.

« Nous allons jouer contre le Congo, un adversaire très redoutable avec un entraîneur plus que confirmé. Cela va être très difficile. On espère ne pas connaître le même scénario, c'est-à-dire encaissé et réagir. On espère agir d'abord », a-t-il souhaité. « Nous étions déterminés pour passer d'abord le premier tour. Comme on n'y est. Nous devons donc nous mettre au travail pour le Congo », a ajouté le gardien Robert Kidiaba.

Ce sera pour la troisième fois que les deux Congo s'affrontent dans une phase finale de la CAN mais la première fois à cette étape de la compétition. En deux confron-

tations, les deux sélections comptent chacune une victoire. En 1972, le Congo a été battu par le Zaïre 2-0 puis était parvenu à gagner le trophée. En 1974, le Congo avait battu le Zaïre 2-1 but de Mbono et Minga, mais avait échoué en demi-finale contre la Zambie, avant que le Zaïre ne remporte la Coupe. Ce sera pour la première fois que les deux équipes se rencontrent à cette étape de la compétition d'autant plus que les deux dernières rencontres se disputaient dans le cadre des matches de poules.

La réaction du président de la Fédération congolaise de football (Fecofoot)

« Avant de venir à Bata, j'avais pronostiqué, que chaque fois quand les deux Congo se retrouvent en phase finale de la CAN, c'est l'un ou l'autre qui arrive en finale. Nous voici en quart de finale. L'un des nous sera en demi-finales. Nous sommes dans un combat et j'ai toujours dit que Malabo 2015 doit enterrer Yaoundé 72. Jusqu'à présent, il y a un sans faute qui se fait. Ce qui signifie qu'on peut aller loin », a commenté Jean Michel Mbono. Il a ajouté : « lorsque nous étions reçus par le Président de la République, nous lui avons remis le maillot. Nous lui avons demandé d'être notre douzième homme. Effectivement, il continue à jouer ce rôle depuis notre départ, avant et après. Nous avons un douzième homme, donc on doit aller plus loin. »

J.G.E. et C.D.

Deux avions à la disposition des supporters des Diables rouges

Le départ des vols affrétés par l'AC Léopards de Dolisie, pour la Guinée Equatoriale, est prévu dans la matinée du samedi prochain, jour du quart de finale qui mettra aux prises les Diables rouges aux Léopards de la RD Congo.

Le président des Fauves du Niaré, Rémy Ayayos Ikounga, est passé au deuxième épisode du chapitre de soutien à l'équipe nationale qu'il a ouvert lors du premier match de cette Coupe d'Afrique des nations (CAN). Ce jour-là, plus précisément le 17 janvier dernier, il avait affrété un avion spécial pour le transport des fervents supporters des Diables rouges avec pour mission de les pousser à la victoire. « (...) C'est la première partie de notre soutien au onze national », disait-il, comme pour sous-entendre qu'il y en avait une deuxième, au cas où l'équipe passerait le premier tour de la compétition. C'est bien évidemment le cas.

Aujourd'hui donc, c'est la seconde paire de manche du soutien du président de l'AC Léopards de Dolisie aux Diables rouges qui se réalise. « Nous



Rémy Ayayos Ikounga annonçant la nouvelle
 crédit photo Adiac

affrétons deux avions pour permettre aux supporters de rallier Bata en vue d'apporter un soutien inconditionnel aux Diables rouges, les encourager pour qu'ils aillent de l'avant », a indiqué Rémy Ayayos Ikounga qui, en saluant le parcours de l'équipe nationale, n'a pas manqué de rappeler que les présidents des clubs feront également partie de la délégation, comme ce fut le cas pour le premier voyage du match d'ouverture.

Autant dire que pour ce match des quarts de finale face à la

RDC, les Diables rouges ne seront pas seuls. Ils auront le soutien du douzième homme qui, du haut des gradins, les poussera à se surpasser, en donnant le meilleur d'eux-mêmes, pour ne pas s'arrêter en si bon chemin. C'est d'ailleurs ce qui se fait depuis le début de la compétition certes mais le fait d'affréter deux avions, cette fois-ci, vise assurément à augmenter le nombre de supporters, tant le défi à relever pour l'obtention du ticket de la demi-finale est grand. La RDC n'étant pas un petit morceau, le public sportif se doit de jouer sa partition pour gonfler à bloc le moral du onze national.

Si les Diables rouges parviennent à obtenir ce ticket précieux, en demi-finale il y aura peut-être un peu plus de vols pour permettre à ces jeunes supporters, assoiffés de victoire, de soutenir leur équipe de plus près. Rémy Ayayos Ikounga n'a pas officiellement fait une promesse dans ce sens, sans nul doute parce que le temps n'est pas encore venu de le dire. Pour l'heure, le rendez-vous du départ est pris dans la matinée du samedi prochain.

Rominique Nerplat Makaya